COMPTE-RENDU DE LA SEANCE

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU JEUDI 10 MARS 2022

L’an deux mille vingt-deux, le jeudi dix mars à vingt heures quarante-cinq, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s’est réuni à la salle des Fêtes François des Garets (en raison des mesures sanitaires liées au COVID 19), en séance publique (retransmise en directe sur internet), sous la présidence de Monsieur **Georges JOUBERT**, Maire

ETAIENT PRESENTS :

M. Joubert (pouvoir de M. Poncet), Mme Boulenger (pouvoir de M. Machut), M. Lafon (pouvoir de Mme Cousin), Mme Letessier (pouvoir de Mme Flocon), M. Preud’homme, Mme Riva-Dufay, Mme Despaux (pouvoir de M. Vovard), MM. Ollivier, Eck, Laure, Mme Ficarelli-Corbiere (pouvoir de M. Couton), M. Genot, Mmes Lafragette (arrive durant le DOB), Lipp, MM. Vovard, Fall, Mmes Lambert, Daurat, M. Murail (pouvoir de M. Chauvancy), Mmes Léonard, Goldspiegel, Tussiot et M. Delvalle

Formant la majorité des membres en exercice.

ABSENTS EXCUSES AYANT REMIS POUVOIR :

M. Machut a donné pouvoir à Mme Boulenger

M. Poncet a donné pouvoir à M. Joubert

Mme Cousin a donné pouvoir à M. Lafon

M. Couton a donné pouvoir à Mme Ficarelli-Corbière

M. Vovard a donné pouvoir à Mme Despaux

Mme Flocon a donné pouvoir à Mme Letessier

M. Chauvancy a donné pouvoir à M. Murail

SECRETAIRE DE SEANCE :

M. Eck

En préambule, M. le Maire annonce qu’en fin de séance un point sera fait concernant la situation en Ukraine.

M. le Maire présente les excuses de M. Machut, absent pour raisons de santé.

**Ordre du jour**

1. Débat d’Orientation Budgétaire au vu du Rapport sur les Orientations Budgétaires
2. Budget principal – Plan pluriannuel des investissements (PPI)
3. Avis relatif au projet de Pacte de gouvernance entre Cœur d’Essonne Agglomération et ses communes membres
4. Projet d’extinction/réduction nocturne de l'éclairage public sur le territoire de la commune
5. Constitution d’un groupement de commandes pour l’accord-cadre relatif à l’achat de carburant et de prestations associées par cartes accréditives en station-service
6. Constitution d’un groupement de commandes pour l’accord-cadre relatif à l’achat de papier, fournitures de bureau, fournitures scolaires et loisirs créatifs.
7. Personnel communal – Modification du tableau des effectifs
8. Département de l’Essonne – Avenant à la convention relative à l’espace numérique de travail dans les écoles
9. Compte-rendu des actes effectués par le maire par délégation du Conseil Municipal, conformément à l’article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales
10. Questions diverses

Le compte-rendu du 25 novembre 2022 est approuvé sans modification.

**DEBAT D’ORIENTATION BUDGETAIRE 2022 AU VU DU RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

Le budget primitif 2022 devrait être soumis au vote le jeudi 24 mars 2022.

M. le Maire présente le rapport sur les orientations budgétaires.

SOMMAIRE

1. **le cadre legal**
2. **le contexte economique**

* **zone euro**
* **contexte national**

1. **le contexte reglementaire –Loi de Finances 2022**

* **les dotations et la perequation**
* **les mesures fiscales**

1. **les elements de contexte pour 2022**

* **recettes**
* **depenses**

1. **les orientations 2022**

* **fonctionnement**
* **investissement**

**Le cadre légal**

**Les objectifs du Débat d’Orientation Budgétaire (DOB) :**

discuter des orientations budgétaires de la collectivité,

informer sur la situation financière.

**Dispositions légales :**

* **Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire** des régions, départements, communes de plus de 3500 habitants, (Art.L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT).
* En cas d’absence de DOB : toute délibération relative à l’adoption du budget primitif est illégale. Le DOB doit avoir lieu dans les 2 mois qui précèdent le vote du budget.
* Le Budget Primitif est voté au cours d’une séance ultérieure et distincte. **Le DOB ne peut intervenir ni le même jour ni à la même séance que le vote du budget** (TA de Versailles – 16 mars 2001 – M Lafond c/commune de Lisses).
* **Le Rapport d’Orientation budgétaire (ROB) doit comprendre :**
* **les orientations budgétaires** : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l’EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) dont elle est membre,
* **les engagements pluriannuels envisagés** : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
* **la structure et la gestion de la dette** contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l’exercice.
* Le ROB doit être communiqué au moins 5 jours avant la réunion aux membres de l’assemblée délibérante en vue du Débat d’Orientation Budgétaire.
* L’absence de communication aux membres de l’assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l’annulation de la délibération d’adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l’issue d’une procédure irrégulière.
* La délibération relative au DOB est obligatoire ; elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.
* Le DOB est relaté dans un compte rendu de séance.
* Le ROB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l’EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours (article L5211-36 du code général des collectivités territoriales).
* Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, le ROB doit être mis à la disposition du public à la mairie. Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen (site internet, publication…), (décret n°2016-841 du 24/06/2016).
* Afin de permettre aux citoyens de disposer d’informations claires et visibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l’occasion du DOB de l’exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu’il existe, dans un délai d’un mois après leur adoption.

**Le contexte économique**

**RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

**CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE**

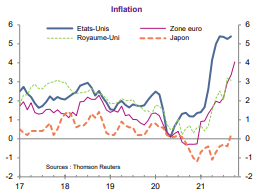
**L’économie mondiale rebondit malgré des répliques épidémiques**

Après le repli généralisé du PIB à l’échelle mondiale, provoqué par la première vague de Covid 19 entre le 1er et le 2ème trimestre 2020, **l’ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l’année 2021** puis devenue significative au 2nd semestre.

En sus des campagnes vaccinales, les plans de soutien massifs ont largement contribué à atténuer les pertes de croissance. Cette reprise a néanmoins été différente selon les régions du monde : les Etats-Unis avaient, en effet, redémarré plus vite que le reste du monde notamment du fait d’une campagne vaccinale rapide et de mesures restrictives moindres.

Le PIB mondial est aujourd’hui supérieur à son niveau d’avant pandémie.

Actuellement, l’augmentation des prix des matières premières et des coûts du transport maritime au niveau mondial ajoute environ 1,5 point de pourcentage à la hausse annuelle des prix à la consommation dans les pays du G20 et explique l’essentiel de la remontée de l’inflation sur l’année écoulée. L**a hausse des prix à la consommation devrait revenir de 4,5% à la fin de 2021 à environ 3,5% à la fin de 2022**, soit un niveau tout de même supérieur aux taux observés avant la pandémie. Cette hypothèse ne tient pas compte des derniers évènements en Ukraine.



**Zone Euro**

**Zone euro : une reprise plus tardive mais solide**

Les confinements ayant été plus longs et plus stricts, la croissance de la zone euro a redémarré plus tardivement qu’aux Etats-Unis. Bien que poursuivie à des rythmes différents selon les pays, cette croissance a conservé un rythme soutenu sur les 2ème et 3ème trimestres 2021.

**Les activités de services et plus particulièrement le tourisme, ont rattrapé une partie des pertes subies début 2021**, grâce notamment à l’allègement des contraintes consécutives à la hausse de la couverture vaccinale. L’industrie a, quant à elle, engrangé des commandes importantes seulement freinées par les **pénuries de certaines matières premières et matériaux. Les goulets d’étranglement et une hausse importante des prix de l’énergie ont constitué les principaux « fondements » d’accélération de l’inflation qui a finalement été plus forte que prévue.**

S’agissant des politiques monétaires, les banques centrales des pays du G7, y compris la BCE, ont maintenu des conditions monétaires et financières accommodantes sur les trois premiers trimestres. Cependant, en raison de l’accélération de l’inflation dans un contexte de reprise de la croissance, les conditions financières se sont légèrement resserrées en zone euro mais demeurent toujours historiquement très favorables.

En 2021, la croissance de la zone euro devrait atteindre 5,3 % (après -6,5 % en 2020) puis, elle ralentirait progressivement en 2022 à environ 4,3 %.

**Contexte national**

**Pour la France, l’impact de la crise sanitaire en 2021 aura été néanmoins moins important que l’année précédente** et ce, notamment du fait de l’accélération de la campagne vaccinale qui a permis la levée de la plupart des restrictions sanitaires entre mai et juin 2021, favorisant ainsi la reprise de l’activité sur le territoire.

Après un premier trimestre 2021, durant lequel il a été constaté une stagnation de la croissance du PIB, celle-ci a été stimulée au 2ème et 3ème trimestre principalement du fait de la progression de la consommation des ménages et de la consommation publique.

S’agissant du marché du travail, l’impact de la pandémie semble avoir été absorbé : au 1er semestre 2021, 438 000 emplois ont été créées. **Finalement entre fin 2019 et mi 2021, 222 000 emplois auront été créés au total** (contre 270 000 par an en moyenne entre 2015 et 2019).

Selon les 1ers chiffres, la population active a retrouvé, sur la fin d’année 2021, une trajectoire tendancielle et le taux de chômage se positionnerait en deçà des niveaux prépandémiques (mais qui reste sur un niveau élevé). **Paradoxalement, il est important de souligner que cette amélioration s’accompagne d’importantes difficultés en termes de recrutement.**

L’inflation, quant à elle, s’est avérée plus élevée que ce qui était précédemment anticipé.

**Après une période de baisse en 2020, l’inflation IPC (indice des prix à la consommation) a progressivement regagné du terrain pour atteindre 2,8% en décembre 2021.** C’est la composante énergie qui explique plus de la moitié de l’inflation observée sur les derniers mois.

Toutefois, les incertitudes relatives aux pénuries de biens intermédiaires, le niveau élevé des prix du gaz, les risques de rupture des approvisionnements en cas de nouveaux confinements **rendent les projections plus incertaines et font peser un biais haussier sur les prévisions 2022.**

**S’agissant des entreprises françaises, les mesures de soutien mises en place depuis le début de la pandémie** telles que le Fond de Solidarité, la prise en charge du chômage partiel ou les prêts garantis par l’Etat ainsi que la baisse des impôts de production, **ont permis de protéger efficacement les entreprises du territoire national**. Ainsi, les faillites ont connu une baisse d’une ampleur jamais observée.

Cela a notamment contribué à une reprise des investissements des entreprises en 2021 qui ont retrouvé leur niveau pré-pandémique, signe d’une relative confiance des entreprises dans les perspectives.

Après deux années marquées par le financement de la réponse à la crise sanitaire, les finances publiques nationales devraient retourner vers une trajectoire relativement durable à partir de 2022 :

Une image contenant table

Description générée automatiquement

Le budget 2022 restera néanmoins relativement expansionniste en maintenant un niveau de dépenses publiques à plus de 55% du PIB. Ainsi, le gouvernement compterait davantage sur la conjoncture économique favorable plutôt que sur des mesures structurelles de réduction des dépenses publiques. Dans ce contexte, **la santé des finances publiques dépendra en grande partie du principal moteur de la croissance économique**, à savoir la consommation des ménages avec les risques qui pourraient remettre en cause son dynamisme (comme évoqué plus haut).

En parallèle, il faut souligner que la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 en vigueur présente aujourd’hui une trajectoire obsolète qui n’a pas été revue et que l’adoption d’une trajectoire de redressement des comptes publics sur la durée est ainsi repoussée après les prochaines élections présidentielles.

**France : une reprise menacée par l’émergence du variant Omicron**

L’année 2021 a été marquée par le retour de la croissance. Cette dynamique s’explique par la reprise des services impactés par la crise et par la progression de la consommation des ménages. L’investissement et les importations sont resté stables tandis que l’exportation a accéléré.

Néanmoins, face à la menace de la 5ème vague épidémique, la croissance pourrait être mise en péril.

Malgré l’émergence du variant Omicron, la croissance est estimée à 0,6 % T/T au T4 2021 et devrait ralentir au T1 2022 à 0,4 % avant de repartir au T2 2022.

**France : retour à la normale sur le marché du travail**

Sur le marché du travail, l’onde de choc provoquée par la crise de la COVID-19 a été amortie. L’emploi salarié a augmenté de +180K au T3 2021 (après +158K et +210K au T1 et T2), dépassant ainsi de 1% son niveau pré-pandémique. Néanmoins on constate des disparités entre secteurs, notamment l’emploi dans l’industrie qui reste en deçà de son niveau d’avant crise.

**Les créations d’emploi combinées à la hausse de la population active ont entrainé un recul du chômage**. De 8.9% au T3 2020 à 7.6% au T4 2021, le taux de chômage ressort plus bas qu’avant la crise.

Néanmoins **la normalisation du marché du travail s’est accompagnée du retour des difficultés en termes de recrutement** (premier frein à l’activité des PME et TPE) qui s’explique principalement par un problème d’appariement entre offre et demande de travail. D’après un sondage de l’INSEE, 56.9% des entreprises dans l’industrie française estimaient éprouver des difficultés en termes de recrutement en décembre 2021. Ce phénomène a été amplifié par la particularité de la crise de la CoOVID-19 qui a entrainé :

• une interruption soudaine des activités économiques,

• une rétention de la main d’œuvre par des dispositifs de chômage partiel et

• des difficultés de remobilisation de la main d’œuvre.

**France : une inflation transitoire qui se prolonge**

**L’inflation, s’est avérée plus élevée que ce qui était précédemment anticipé mais son caractère transitoire n’étant pas remis en cause par les différentes études avant l’envahissement de l’Ukraine.**

Après une période de baisse en 2020, l’inflation IPC (indice des prix à la consommation) a progressivement regagné du terrain pour atteindre 2,8% en décembre 2021. C’est la composante énergie qui explique plus de la moitié de l’inflation observée sur les derniers mois.

Toutefois, les incertitudes relatives aux pénuries de biens intermédiaires, le niveau élevé des prix du gaz, les risques de rupture des approvisionnements en cas de nouveaux confinements rendent les projections plus incertaines et font peser un biais haussier sur les prévisions 2022.

**France : des entreprises qui se portent bien**

**Les résultats des entreprises françaises sont bons.**

**Les mesures de soutien mises en place depuis le début de la pandémie** telles que le Fond de Solidarité, la prise en charge du chômage partiel ou les prêts garantis par l’Etat ainsi que la baisse des impôts de production, **ont permis de protéger efficacement les entreprises du territoire national**. **Ainsi, les faillites ont connu une baisse d’une ampleur jamais observée.**

Cela a notamment contribué à une reprise des investissements des entreprises en 2021 qui ont retrouvé leur niveau pré-pandémique, signe d’une relative confiance des entreprises dans les perspectives.

**France : des dépenses toujours expansionnistes malgré la reprise**

Après deux années marquées par le financement de la réponse à la crise sanitaire, les finances publiques devraient retourner sur une trajectoire relativement durable à partir de 2022. **D’après le projet de loi de finances (PLF) 2022, le déficit public devrait atteindre 8,4 % du PIB en 2021** (après 9,1 % en 2020) et baisser à 4.8 % en 2022.

**Le budget 2022 restera néanmoins relativement expansionniste en maintenant un niveau de dépenses publiques à 55,6 % du PIB** (contre 53,8 % en 2019). Ainsi, le gouvernement compterait davantage sur la conjoncture économique favorable plutôt que sur des mesures structurelles de réduction des dépenses ou d’augmentation des recettes afin de réduire les déséquilibres des finances publiques.

Dans ce contexte, **la viabilité des finances publiques françaises dépend principalement de la consommation des ménages** (principal moteur de la croissance économique). A ce stade, deux risques pourraient remettre en cause le dynamisme de la consommation privée :

* **une inflation durablement plus élevée qu’attendu et**
* **un marché du travail moins dynamique qu’attendu qui conduirait à un ralentissement des revenus d’activité**

**France : investissements publics de long terme avec France 2030**

« Un plan qui suit 10 objectifs pour mieux comprendre, mieux vivre, mieux produire en France à l’horizon 2030. »

Pierre manquante au PLF 2022 du 22 septembre, le plan d'investissement France 2030 a été dévoilé le 12 octobre. Au total, 30 milliards € devraient être déboursés sur 5 ans afin de booster et rénover l'industrie française. La moitié de ces dépenses seront tournées vers la transition écologique. Le plan est réparti en 10 objectifs et vise des débouchés concrets comme le petit réacteur nucléaire, les biomédicaments ou l'avion bas-carbone (entre autres). Ce sont entre 3 et 4 milliards € qui devraient être investis en 2022, et donc intégrés au PLF 2022

**NextGenerationEU – Plan National pour la Reprise et la Résilience (PNRR)**

Dans le cadre du programme d’aides exceptionnelles de l’Union Européenne pour aider les États membres à faire face à la crise et à impulser les réformes pour la transition écologique et numérique, la Facilité pour la Reprise et la Résilience a levé 672,5 milliards €, répartis entre subventions (312,5 Mds €) et prêts (360 Mds €). La France bénéficie de 39,4 milliards € de prêts et s’est engagée à mettre en place son plan national d’ici l’été 2026. Parmi les 20 réformes et 71 investissements prévus en France, 46 % du PNRR sera destiné aux objectifs écologiques et 21 % à la transition digitale. Le programme NGEU a mis à disposition de la France un budget qui s’élève à un total de 70 milliards €.

**Le contexte règlementaire –Loi de Finances 2022**

Au budget 2022 de l’Etat, les principaux postes de dépenses sont composés de l’enseignement scolaire (13%), des pensions (10%) et des transferts financiers aux collectivités locales (9%).

Concernant les collectivités locales, la loi de finances contient essentiellement des ajustements sur les deux dernières réformes fiscales ainsi que la réforme des indicateurs financiers et peut être considérée comme un document de fin de cycle (bien plus léger que les lois précédentes).

On est loin des lois de finances lourdes de conséquences pour les collectivités cependant certains de ces articles pour 2022 devraient avoir une suite pour les années à venir, notamment autour de la logique de ressources des collectivités, de l’investissement de relance et surtout de transition.

**DOTATIONS**

* **Des transferts financiers de l’Etat aux collectivités en augmentation dans la LFI 2022 :**

Ils incluent la totalité des concours financiers de l’Etat majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.

Ils atteignent 105.5 milliards € en LFI 2022 (hausse de 1.2%)

* **Légère hausse des Concours financiers de l’Etat (52.7 Mds €)**
* **Prélèvements sur les recettes (PSR) de l’Etat au profit des collectivités territoriales : un niveau de DGF stabilisé**

Les PSR de l’Etat en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l’Etat (82 %) et même de l’ensemble des transferts aux collectivités locales (41 %).

Ils s’élèvent à 43,22 milliards € en 2022, faible hausse par rapport à 2021.

**La DGF est stable** avec un montant de 26,798 milliards € (18.3 milliards pour le bloc communal).

**Le FCTVA diminue légèrement (-0.7%)**

Les compensations d’exonérations de fiscalité locale, quant à elles, remontent de 7.6% après une chute de 80% en 2021 du fait de la mise en place de la réforme fiscale dès 2021 et par conséquent de l’arrêt de la prise en charge par l’Etat du dégrèvement de la TH.

* **Variables d’ajustement : une baisse très réduite en 2022**

La LFI prévoit une minoration très limitée des variables d’ajustement de 50 millions € pour 2022, uniquement fléchée sur les régions.

Les variables d’ajustement du bloc communal et des départements sont totalement épargnées.

Comme en 2020 et 2021, la minoration des variables d’ajustement se fera au prorata des recettes réelles de fonctionnement de leurs bénéficiaires.

* **Des dotations de soutien à l’investissement local en hausse pour 2022**

**Les dotations d’investissement allouées aux communes et EPCI s’élèvent à 2.1 milliards € dans la LFI 2022,** montants en hausse par rapport à 2021 :

* Dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €
* Dotation d’équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €
* Dotation de soutien à l’investissement local (DSIL) : 907 millions €
* **Prolongement en 2022 de deux dotations liées à la crise sanitaire**

**PEREQUATION**

**Hausse de la péréquation verticale**

Elle représente 230 millions € en 2022.

Pour la 4ème année consécutive, la progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF. La conséquence est d’alléger la ponction faite sur les variables d’ajustement mais cela augmente d’autant l’écrêtement des dotations forfaitaires des communes et départements et de la dotation d’intercommunalité des EPCI.

* **Réforme des indicateurs utilisés dans le calcul des concours financiers et de la péréquation**

Pour neutraliser les effets des réformes fiscales\*, le nouveau calcul des indicateurs financiers a pour objectif de bien tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités et donc de retranscrire le plus justement possible la potentielle richesse des territoires.

Cet article 194 de la LFI 2022 réécrit notamment l’article L.2334-5 du code général des collectivités territoriales pour modifier les modalités de calcul de l’effort fiscal de chaque commune\*\* : il devient égal au rapport entre d’une part, le produit perçu par la commune au titre des TFPB et TFPNB\*\*\* et de la taxe d’habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l’habitation principale et d’autre part, la somme des produits résultant de l’application des taux moyens nationaux aux bases d’imposition de la commune de ces mêmes taxes. La simplification du calcul de l’effort fiscal et de l’effort fiscal agrégé consiste en un recentrage sur les produits perçus par la commune elle-même plutôt que sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d’une commune. L’attribution des dotations de péréquation ainsi que la détermination des montants alloués ne font pas partie des dispositions de l’article 194. Afin d’éviter des évolutions trop importantes dans la répartition des dotations, le gouvernement étend la fraction de correction permettant le lissage des modifications et ceci jusqu’en 2028. Les modalités de calcul de cette fraction de correction sont précisées par décret en Conseil d’État.

* **Ajustement des modalités de calcul de perte de taxe d’habitation (TH)**

Ces articles ajustent le montant de perte de TH sur les résidences principales à prendre en compte dans les mécanismes de correction (pour les communes) et pour la compensation (pour les EPCI à fiscalité propre) dans le cadre de la réforme fiscale liée à la suppression de la TH sur les résidences principales.

**Le calcul de la perte de cette TH pour les communes et les EPCI à fiscalité propre se base sur le taux de TH 2017 (une croissance éventuelle du taux après 2017 n’étant pas compensée) et les bases de TH 2020 pour les résidences principales.**

• il sera tenu compte du taux de TH 2018 ou 2019 pour le calcul de la compensation, si ce dernier a fait l’objet d’une hausse par rapport à 2017, pour deux exceptions :

* si le taux a augmenté suite à l’avis du contrôle budgétaire de la chambre régionale des comptes ;
* s’il y a mise en œuvre d’un pacte financier et fiscal au sein d’un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres (la somme du taux communal et intercommunal ne change pas mais l’un réalise une baisse de son taux pour permettre à l’autre de l’augmenter)

• concernant les bases, elles vont intégrer les rôles supplémentaires de TH 2020 émis jusqu’au 15 novembre 2021

Ces mesures permettent d’accroitre la compensation perçue pour les collectivités concernées.

**FISCALITE**

* Suppression de dépenses fiscales inefficientes (art 35)

En ce qui concerne les collectivités, cet article supprime les exonérations temporaires de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sur les entreprises bénéficiant de l’exonération d’impôt sur les sociétés pour reprise d’une entreprise ou d’un établissement industriel en difficulté.

* Suppression de taxes à faible rendement (art 98)

Depuis 2019, la suppression de taxes à faible rendement est engagée ; l’État poursuit sa volonté avec la disparition de 4 autres taxes (trois dès le 1er janvier 2022 et une au 1 er janvier 2023).

Les objectifs demeurent :

• la simplification du droit fiscal

• la réduction de la pression fiscale sur les particuliers et les entreprises

• la réduction des coûts de recouvrement

Entre 2019 et 2021, il était précisé que « la compensation des pertes de recettes en résultant est assurée par le budget général de l’État, sous réserve de modalités particulières convenues entre les différents affectataires » mais ce n’est pas le cas pour 2022 à la lecture de cet article.

**III) TENDANCES BUDGÉTAIRES ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA COMMUNE**

**3-1 – RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

3-1-1 – I

IMPÔTS ET TAXES

a) Fiscalité directe locale (taxe d’habitation, foncier bâti, foncier non bâti

Le coefficient de revalorisation applicable, à compter de 2018, aux valeurs locatives cadastrales servant de base au calcul des impôts directs locaux est fonction de l’inflation constatée (et non prévisionnelle).

Le taux 2022 est celui de l’inflation constatée entre septembre 2020 et septembre 2021, soit 3.4 %.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Taxe Base | 2021 | 2022 (estimées en interne) | Variation | |
| Revalorisa-tion | Physique |
| Foncier bâti | 7 491 260 | 7 745 962 | 3.4 % | NC |
| Foncier non bâti | 42 438 | 43 880 | 3.4 % | NC |

(Les bases réelles seront notifiées, au mieux à la mi-mars 2022)

**La commune, selon l’estimation faite en interne, pense qu’elle peut envisager des recettes fiscales d’un montant de 2 834 129 €, à taux constants.**

Le produit perçu en 2021 s’élève à 2 792 275 €.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Taxe | Base estimée | Taux commu-naux 2021 | Taux moyen communaux 2020 au niveau\* | | Produit attendu |
| National | Départemental |
| Foncier bâti | 7 745 962 | 36.27 % | 37,99 % | 36,90% | 2 809 460 € |
| Foncier non bâti | 43 880 | 56,22 % | 49,79 % | 68,48 % | 24 669 € |

\*les taux moyens nationaux 2022 ne sont pas encore parus

b) L’attribution de compensation : qui correspond au produit de la taxe professionnelle de 2003 auquel s’ajoute la compensation liée à la suppression de la part salaires de 2003, diminuée des charges transférées. **Cette attribution qui s’élève à**   
**1 013 211,84 € sera reversée à la commune par Cœur d’Essonne d’Agglomération (voir annexe n° B)**.

c) Taxe sur la consommation finale d’électricité : revue entièrement dans le cadre de la Loi no 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l’électricité dite Loi NOME et modifiée par l’article 37 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 qui prévoit qu’**à compter du 1er janvier 2016, les taxes locales seront calculées en appliquant aux tarifs de base un des coefficients multiplicateurs prévu par le législateur**. Le coefficient multiplicateur unique pour la commune est de 8,50% (cf. délibération n°1 du 29/9/2015)**.** Le produit perçu en 2021 s’est élevé à 108 138€ (légère hausse).

d) Dotation de solidarité communautaire (DSC) : instaurée par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l’Arpajonnais en date du 24 septembre 2015 et reprise par Cœur d’Essonne Agglomération. **Elle est maintenue pour 2022 et reste un axe fort de l’année 2022 mais la répartition par communes n’est pas encore connue**. Pour mémoire, le montant alloué en 2021 était de 100 846 €, (101 855 € ont été réellement perçus).

e) Taxe additionnelle aux droits de mutation : **Depuis le 1er janvier 2016, la commune ayant franchi le cap des 5.000 habitants, cette taxe est perçue directement en fonction des mutations réelles sur le territoire de la commune au taux de 1,20%**. Pour 2021, la commune a encaissé 268 148.27 €. Son estimation est très aléatoire car le nombre de vente et la date de signature de ces ventes n’est pas connue, un an à l’avance. Il sera donc **proposé de n’inscrire que 230.000 € dans le budget primitif et cela sans garantie de perception**.

f) Fond National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) : Ce fonds est abondé par prélèvement auprès des collectivités gagnantes de l’excédent constaté entre le panier de ressources avant et après réforme de la taxe professionnelle. Ces fonds sont ensuite réattribués aux collectivités perdantes, qui ont le cas échéant déjà bénéficié d’une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP). Chaque collectivité perdante se voit allouer un reversement à hauteur de sa perte, à laquelle est appliqué un coefficient multiplicateur destiné à assurer l’exacte correspondance entre la somme des prélèvements et le montant global des reversements transitant par le fonds. En 2021, la commune a perçu 71 902€.

g) Taxe sur les pylônes : le montant de l'imposition forfaitaire, fixé par pylône, est différent selon que la tension de la ligne électrique est comprise entre 200 et 350 kilovolts ou supérieure à 350 kilovolts. Ces montants sont révisés chaque année proportionnellement à la variation, constatée au niveau national, du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties. En 2021, les montants étaient fixés à 2 601 € pour les pylônes supportant des lignes électriques dont la tension est comprise entre 200 et 350 kilovolts et à 5 196 € pour ceux supportant des lignes électriques dont la tension est supérieure à 350 kilovolts, la commune a perçu 49 371 €. Pour 2022, les nouveaux montants sont respectivement de 2 669 € et 5 331 € :

**la commune devrait percevoir 5 655€.**

3-1-2 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Les dotations versées par l’Etat aux collectivités territoriales répondent majoritairement à une logique de compensation. Elles visent ainsi à stabiliser les budgets locaux. Il peut s’agir de :

* contribuer à la compensation des charges générales des collectivités. C’est notamment l’objet de la dotation forfaitaire de la DGF ;
* compenser le coût des transferts de compétences. C’est le cas de la dotation générale de décentralisation (DGD), de la dotation régionale d’équipement scolaire (DRES) et de la dotation départementale d’équipement des collèges (DDEC), créées à l’occasion des Actes I et II de la décentralisation ;
* compenser des allègements d’impôts locaux et les pertes dues à la suppression de la taxe professionnelle (DCRTP) ;
* compenser l’assujettissement des collectivités territoriales à l’impôt national (fonds de compensation pour la TVA). Cette dotation qui figurait uniquement en recette de la section d’investissement est désormais inscrite dans les 2 sections du budget (fonctionnement et investissement).

Par définition, ces dotations ne poursuivent donc pas un objectif de redistribution, elles apparaissent le plus souvent comme des dotations créées en contrepartie d’une mesure nouvelle (ex : suppression d’un impôt local ou transfert d’une compétence).

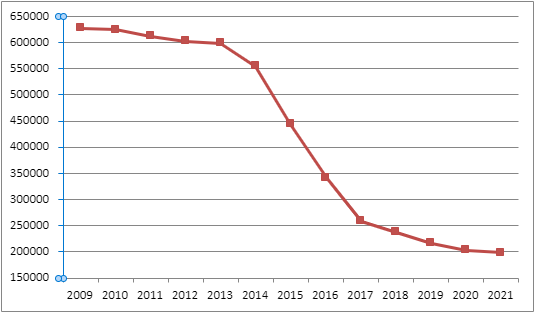
a) Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) – **non notifiée à ce jour**

L’enveloppe globale de la DGF reste constante, cependant, la DGF communale 2022 n’est pas notifiée à ce jour.

Pour mémoire :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 2016 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| 342 020,00 € | 237 884,00 € | 216 449,00 € | 203 208,00 € | 198 360,00€ |
| **Variation annuelle** | -8,04% | -9,01% | -6,12% | -2,39% |
| **Variation cumulée** | -60,52% | -64,08% | -66,03% | -64.23% |

La DGF était d’environ 600 k€ en 2013



M. le Maire souligne le fait qu’en 10 ans, la commune a eu un manque à gagner de 2.300.000 euros.

b) Dotation de Solidarité Rurale (DSR) – **non notifiée à ce jour**

La Dotation de Solidarité Rurale est dédiée à l'ensemble des communes rurales, sous des conditions d'éligibilité assez souples.

Cette dotation comporte 3 fractions : une fraction dite « bourgs-centres », une fraction « péréquation » et, depuis 2011, une fraction « cible ».

La commune de Marolles-en-Hurepoix a perçu en 2021, la fraction dite « péréquation » compte-tenu que le potentiel financier par habitant communal de 2020, s’élevait à 1 122.89 € contre 1 065,68 € de potentiel financier par habitant de la strate.

A ce jour, les services de la Direction Générale des Collectivités Locales ne nous ont pas encore communiqué les montants revenant à la commune :

Pour mémoire :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** | **2021** |
| **Dotation de solidarité rurale** | 56 594.00 € | 61 501.00 € | 63 355.00 € | 65 268.00 € | 68 306.00€ |

c) Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)

Il s’agit d’une dotation budgétaire, à la charge de l’État, compensant les pertes de recettes liées à la réforme de la taxe professionnelle.

En 2021, la commune a perçu 32 409 € comme en 2020 soit un maintien mais toujours une baisse d’environ **14%** depuis 2019 alors qu’elle était restée identique de 2014 à 2018. Pour l’année 2022, le montant de cette dotation n’est pas encore connu.

d) Autres dotations ou allocations compensatrices

**Les pertes de ressources résultant des exonérations décidées par la loi sont compensées** par l'État de la façon suivante et actualisées selon les dispositions de la loi de finances pour 2021.

* compensation des exonérations accordées à certaines personnes de condition modeste : ces allocations sont égales au produit des bases exonérées en 2016 ou 2017 par le taux de taxe d'habitation ou de taxe foncière sur les propriétés bâties de 1991. Pour information, en 2021, la commune a perçu **32 026 € pour la taxe d’habitation** (contre 41 985 € en 2020) **et 166 093 € pour la taxe foncière** (contre 3 970 € en 2020).
* compensation des exonérations globales de longue durée concernant certaines constructions financées au moyen de prêts aidés par l'État et les logements sociaux. Pour information, en 2021, la commune a perçu 1 818 **€** (contre 1 797 € en 2020).
* compensation de l'exonération des terrains boisés, des terres agricoles, ou des terrains situés en site « Natura 2000 ». Pour information, en 2021, la commune a perçu1 477 € (contre 1 482 € en 2020).

La commune n’a pas encore reçu les notifications pour 2022.

3-1-3 – AUTRES RECETTES

1. **Autres reversements provenant de la Communauté Cœur d’Essonne Agglomération**

Les locaux occupés par la halte-garderie communautaire « La Farandole » ont été mis à disposition de l’intercommunalité. Aucun loyer n’est facturé à la CDEA mais les fluides, l’entretien et les contrôles du bâtiment lui sont refacturés au prorata des surfaces. **La restitution est de l’ordre de 2 500 €/an**.

b) Produits des services

Il s’agit, d’une part, de la participation financière des familles aux services périscolaires (restauration scolaire, garderies, centre de loisirs, Atlan13) et aux animations culturelles et/ou de loisirs qui représente environ 7% des recettes de fonctionnement et d’autre part, des refacturations aux budgets du CCAS et de la RPA, pour environ 2% des recettes de fonctionnement (refacturation des frais de personnels et fournitures diverses).

M. le Maire indique qu’on ne peut préjuger ce qu’il en sera des recettes en 2022, compte tenu de la crise sanitaire ; il souligne le fait que 80% des familles est dans les 3 tranches les plus élevées de la grille de quotient familial.

Mme Lafragette entre en séance.

**3-2 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

3-2-1 – DEPENSES DE PERSONNEL

**Les frais de personnel représentent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement**. Pour 2021, ils se sont élevés à 3 385 112,39 €. Pour rappel, depuis 2020 les frais de personnel sont très chargés du fait de la crise sanitaire de la COVID 19. En parallèle, la commune a récupéré 122 576.77 € au titre de son contrat d’assurance statutaire (indemnités journalières des agents CNRACL) et de la refacturation du coût d’un agent à la MJC.

**Le budget 2022 devra tenir compte des avancements d’échelon, des avancements de grade (glissement vieillesse technicité), des besoins en recrutement ainsi que des départs (retraite) mais aussi des besoins en personnel liés à la crise sanitaire qui perdure. A cela s’ajoute cette année une revalorisation des traitements des agents de catégorie C suite aux décrets du 24 décembre 2021.**

3-2-2 –DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES

Les frais de fonctionnement courants feront l’objet d’une surveillance accrue. Les enveloppes allouées aux services seront réduites de 2 à 3% cette année.

M. le Maire annonce que les indemnités des élus sont également diminuées de 3%.

Pour mémoire, les enveloppes ont été réduites de 3 % en 2015 puis de 2 % en 2017 sauf exceptions.

**De plus, là encore la crise sanitaire a accentué les dépenses de fonctionnement notamment pour l’achat de matériel de protection et de produits d’entretien.**

3-2-3 – SUBVENTIONS ALLOUEES

Les subventions aux associations seront allouées le plus justement possible en conciliant le bon fonctionnement des associations et la maîtrise des dépenses communales. Pour mémoire, les subventions supérieures à 300 € ont été réduites de 3 % en 2015 puis de 2% en 2017.

M. le Maire précise que la santé des associations reste bonne.

3-2-4 – AUTRES DEPENSES

Au titre du **Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC),** le mécanisme est maintenu mais pourrait être modulé. Cœur d’Essonne Agglomération prend à sa charge l’intégralité des reversements pour elle-même et ses communes membres.

**3-3 – SECTION D’INVESTISSEMENT**

3.3.1 - GESTION DE LA DETTE HORS BAIL EMPHYTHEOTIQUE ADMINISTRATIF (voir annexe A)

Sur les 13 emprunts en cours à ce jour, 8 sont à taux fixe allant de 0,43 % à 2.61 % et 5 emprunts sont à taux variable indexé principalement sur l’Euribor 3 mois (les taux actuels varient de 0,57 à 2,61 selon la marge). Pour les emprunts à taux variable, les 5 emprunts en cours sont à échéance trimestrielle (Euribor 3 mois au 22 janvier 2021 :   
-0,540). **L’encours de la dette actuelle s’éteint en 2037**.

**La capacité de désendettement** de la commune qui correspond à l’encours de la dette au 31 décembre divisé par l’épargne brute, est de **5.71 ans**. Pour rappel, le taux d’alerte est de 10 ans.

M. le Maire indique qu’il faut rester prudent. Plusieurs réunions ont été organisées avec les services de la Direction des Finances Publiques qui a validé la situation de la commune et ses prévisions. La dernière note attribuée à la commune pour sa gestion financière est de 18,20.

3.3.2 - RECETTES D’INVESTISSEMENT

a) Dotation d’Equipement des Territoires Ruraux

En 2020, la commune a déposé un dossier pour le remplacement de l’éclairage dans les bâtiments publics par des LED, M. le Sous-Préfet ayant répondu favorablement, une subvention de 21 602 € a été attribuée.

Ci-dessous une synthèse des demandes et attributions depuis 2015 :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Objet** | **Réponse** | **Taux** | **Observations** |
| **2015** | Aménagement PMR du parvis de l'église | Positive | 50% |  |
| **2015** | Création d'un préau - cours des petits, école élémentaire Roger Vivier | Négative |  | Enveloppe complémentaire |
| **2016** | Création d'un préau - cours des petits, école élémentaire Roger Vivier | Positive | 25% |  |
| **2017** | Travaux d'aménagement du cimetière | Négative |  |  |
| **2018** | AdAP Cosec, Dojo, Salle de Danse MJC Médiathèque | Négative |  |  |
| **2019** | AdAP Cosec, Dojo, Salle de Danse MJC Médiathèque | Positive | 50% | Dossier repris automatiquement |
| **2020** | Remplacement de l’éclairage dans les bâtiments publics par des LED | Positive | 20% |  |
| **2021** | Rénovation de la toiture de la grange | Positive | 20% |  |

b) Fonds de compensation de la TVA

Le taux du fonds de compensation de la T.V.A. est de 16,404 % pour les dépenses éligibles réalisées en 2019. **La commune s’étant inscrite, en 2009, au dispositif du plan de relance de l’économie et ayant réalisé les objectifs fixés, perçoit désormais le FCTVA en n+1 contre n+2 précédemment. Depuis le début de l’année, l’automatisation du fonds de compensation de la TVA (FCTVA) est entrée en vigueur.** Reportée à deux reprises et finalement inscrite dans la loi de finances pour 2021, cette réforme qui consiste à mettre en place une procédure informatisée permettant un calcul automatique du FCTVA à partir des imputations comptables des dépenses des collectivités va se déployer de manière progressive. La commune de Marolles-en Hurepoix est concernée à compter de 2022.

c) Contrat de territoire avec le Département

Le contrat de territoire approuvé par le Département suit son cours. La commune peut donc prétendre à une subvention globale de 541.420 € répartie sur 3 ans (voir annexe C).

3.3.3 - DEPENSES D’INVESTISSEMENT

Les principales opérations proposées :

Stade – vestiaire et tribunes 1ère partie (via le contrat de territoire),

Actions inscrites dans l’Ad’Ap,

Extension du Centre de Loisirs (financement en partie par PUP\* Nexity)

Réhabilitation de la Salle des Fêtes (1ère tranche via le contrat de territoire)

Réhabilitation de la Grange afin d’accueillir du public pendant les travaux de la Salle des Fêtes (fera l’objet d’une demande de DETR pour 2021).

\* PUP : Projet Urbain Partenarial

Bail emphytéotique administratif pour la réalisation du Centre Technique Municipal (CTM) et du Centre de Première Intervention pour les pompiers (CPI) par le Groupement Gagneraud Construction :

|  |  |
| --- | --- |
| **Synthèse coût pour la Ville** | **2022** |
| **Loyer financier L1 HT (investissements initiaux)** | **150 700** |
| Loyer financier L1.1 (frais financiers sur dette projet - créance cédée) | 57 534 |
| Loyer financier L1.2 (frais financiers fonds propres actionnaires) | 1 896 |
| Loyer financier L1.3 (amortissement capital sur dette projet - créance cédée) | 91 000 |
| Loyer financier L1.4 (amortissement fonds propres actionnaires) | 269 |
| **Loyer GER L2 HT** | **13 451** |
| *Plan de GER (clos couvert)* | 13 451 |
| **Loyer frais de gestion L3 HT** | **14 532** |
| *Frais de gestion et commission d'agent* | 11 788 |
| *Impôts et taxes* |  |
| *Assurances (incluses dans les frais de gestion)* | 2 000 |
| *Redevance AOT* | 60 |
| **TOTAL LOYER HT** | **178 685** |

Une image contenant texte, clipart

Description générée automatiquement

Commune de Marolles-en-Hurepoix

LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES

* A - Etat de la dette (emprunts bancaires) jusqu’à extinction
* B – Détail de l’attribution de compensation
* C – Grille prévisionnelle du Contrat de Territoire
* D - Grille d’analyse financière rétrospective de 2011 à 2021
* E – Comparatif des données financières
* F – Etat annuel des indemnités des élus
* G – Calendrier budgétaire
* H – Adresses utiles

1. **DETTE (emprunts bancaires)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Dette en capital au 1er Janvier** | **Dette en capital/habitant** | **Annuités à payer pour l'exercice** | **Annuités à payer/habitant** |
| **2022** | **4,205,056.61** | **745.45** | **503,126.81** | **89.19** |
| **2023** | **3,738,412.44** | **662.72** | **492,460.14** | **87.30** |
| **2024** | **3,277,392.19** | **580.99** | **468,201.92** | **83.00** |
| **2025** | **2,836,031.64** | **502.75** | **409,418.38** | **72.58** |
| **2026** | **2,449,158.31** | **434.17** | **348,105.14** | **61.71** |
| **2027** | **2,120,096.81** | **375.84** | **335,943.70** | **59.55** |
| **2028** | **1,800,034.63** | **319.10** | **301,205.91** | **53.40** |
| **2029** | **1,511,791.88** | **268.00** | **236,301.87** | **41.89** |
| **2030** | **1,286,225.24** | **228.01** | **214,669.68** | **38.06** |
| **2031** | **1,080,658.60** | **191.57** | **213,198.31** | **37.79** |
| **2032** | **875,091.96** | **155.13** | **211,731.79** | **37.53** |
| **2033** | **669,525.32** | **118.69** | **210,255.57** | **37.27** |
| **2034** | **463,958.68** | **82.25** | **164,484.07** | **29.16** |
| **2035** | **302,791.84** | **53.68** | **129,998.52** | **23.05** |
| **2036** | **174,958.52** | **31.02** | **128,937.37** | **22.86** |
| **2037** | **47,125.00** | **8.35** | **47,310.78** | **8.39** |
| **2038** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** |

B – Détail de l’attribution de compensation

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Détail de l'attribution de compensation*** | **2004** | **de 2005 à 2009** | **2010** | **2011** | **de 2012 à 2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018 – 2019 – 2020 – 2021 & 2022** |
| **Figée en 2004 à hauteur du produit de la TP de 2003** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Produit de TP 2003 | 1 257 107,00 | 1 257 107,00 | 1 257 107,00 | 1 257 107,00 | 1 257 107,00 | 1 257 107,00 | 1 257 107,00 | 1 257 107,00 | 1 257 107,00 |
| Compensation part salaires 2003 | 216 304,00 | 216 304,00 | 216 304,00 | 216 304,00 | 216 304,00 | 216 304,00 | 216 304,00 | 216 304,00 | 216 304,00 |
| **Déduction faite des compétences transférées en 2005** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Développement économique à l'Emploi |  | 9 200,98 | 9 200,98 | 9 200,98 | 9 200,98 | 9 200,98 | 9 200,98 | 9 200,98 | 9 200,98 |
| Aménagement de l'espace communautaire – transports |  | 31 451,00 | 29 602,02 | 29 602,02 | 29 602,02 | 8 227,14 | 26 860,53 | 26 860,53 | 26 860,53 |
| Développement et aménagement sportif et culturel |  | 76 391,59 | 76 391,59 | 76 391,59 | 76 391,59 | 61 234,73 | 74 695,95 | 74 695,95 | 74 695,95 |
| **Déduction faite des compétences transférées en 2011** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Action sanitaire et sociale |  |  |  | 5 754,00 | 5 754,00 | 5 754,00 | 5 754,00 | 5 754,00 | 5 754,00 |
| Petite enfance |  |  |  | 26 867,00 | 26 867,00 | 26 867,00 | 26 867,00 | 26 867,00 | 26 867,00 |
| **Déduction faite des compétences transférées en 2012** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Éclairage public |  |  |  |  | 93 671,00 | 93 671,00 | 93 671,00 | 93 671,00 | 93 671,00 |
| Voiries communautaires |  |  |  |  | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Déduction faite des compétences transférées en 2017** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Assainissement - eaux usées |  |  |  |  |  |  |  | 0,00 | 0,00 |
| Assainissement - eaux pluviales |  |  |  |  |  |  |  | 28 034,95 | 28 034,95 |
| Assainissement - eaux pluviales renouvellement |  |  |  |  |  |  |  |  | 11 252,00 |
| Poteaux incendie |  |  |  |  |  |  |  | 9 410,00 | 9 410,00 |
| SOLIHA (opah) |  |  |  |  |  |  |  | 610,00 | 610,00 |
| Aménagement de la vallée de l'Orge |  |  |  |  |  |  |  | 5 780,45 | 5 780,45 |
| **Déduction faite des compétences transférées en 2018** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Voiries |  |  |  |  |  |  |  |  | 159 842,00 |
| Bâtiment petite enfance |  |  |  |  |  |  |  |  | 8 220,30 |
| Total des charges transférées |  | 117 043,57 | 115 194,59 | 147 815,59 | 241 486,59 | 204 954,85 | 237 049,46 | 280 884,86 | 460 199,16 |
| **Montant de l'attribution de compensation** | **1 473 411,00** | **1 356 367,43** | **1 358 216,41** | **1 325 595,41** | **1 231 924,41** | **1 268 456,15** | **1 236 361,54** | **1 192 526,14** | **1 013 211,84** |

**C - CONTRAT DE TERRITOIRE DE MAROLLES-EN-HUREPOIX**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | | | | | | | | | | |  |
|  |  | ***ENVELOPPE FINANCIERE*** | | | | | | | |  |  |  |  |  |
|  |  | Montant initial | | | | | | | **541 420 €** |  |  |  |  |  |
|  |  | Malus (1) | | | | | | | **0 €** |  |  |  |  |  |
|  |  | Dotations financières d'autres collectivités (3) | | | | | | | **0 €** |  |  |  |  |  |
|  |  | Montant total mobilisable à la signature du contrat | | | | | | | **541 420 €** |  |  |  |  |  |
|  |  | *Bonus intégré dans l'enveloppe intiale (1)* | | | | | | | ***54 142€*** |  |  |  |  |  |
|  |  |  | | | | | | |  | |  |  |  |  |
| **Fonds sollicité** | **Libellé de l'opération** | | **Coût de l'opération HT (€)** | **Montant travaux retenu (€)** | **Montant subvention mobilisable (€)** | **Montant subvention maximal (€)** | **Autres finance-ments (€) (4)** | **Part restant à la charge de la collectivité (€)** |  | | | | | |
| **2017** | **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** |
| **ù** | Réfection de la toiture de l'Eglise, place de l'Eglise | | 98 440 | 98 440 | 73 830 | 73 830 | 0 | 24 610 |  |  |  |  | 73 830 |  |
| Réfection de la toiture et de l'électricité des tribunes et des vestiaires du stade | | 135 000 | 135 000 | 87 750 | 87 750 | 0 | 47 250 |  |  |  |  |  | 87 750 |
| Réhabilitation et mise en conformité de la salle des fêtes (1ère tranche) avenue du Lieutenant Agoutin | | 408 000 | 408 000 | 300 000 | 300 000 | 0 | 108 000 |  |  |  |  |  | 300 000 |
| Démolition et reconstruction du foyer associatif, avenue du Lieutenant Agoutin | | 120 000 | 120 000 | 79 840 | 79 840 | 0 | 40 160 | 44 621 |  | 27 235 |  | 7 984 |  |
| **T O T A L** | | | ***761 440*** | ***761 440*** | ***541 420*** | ***541 420*** | ***0*** | ***220 020*** | ***44 621*** | ***0*** | ***27 235*** | ***0*** | ***81 814*** | ***387 750*** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **D - GRILLE D’ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE** | | | | | | | | | | | |  |  |  |  |
|  |  |  | 2015 | 2016 | % var. 15/16 | 2017 | % var. 16/17 | 2018 | % var. 17/18 | 2019 | % var. 18/19 | 2020 | % var. 19/20 | 2021 | % var. 20/21 |
| 1 | Recettes réelles de fonctionnement |  | 5,991,542 | 5,934,225 | -0.96 | 6,103,311 | 2.85 | 5,775,273 | -5.37 | 5,865,415 | 1.56 | 5,837,075 | -0.48 | 6,561,323 | 12.41 |
| 2 | Dépenses de fonctionnement (hors dette) |  | 5,478,048 | 5,106,496 | -6.78 | 5,149,583 | 0.84 | 5,289,210 | 2.71 | 5,409,507 | 2.27 | 5,315,374 | -1.74 | 5,603,979 | 5.43 |
| 3 | **Capacité courante de financement** | (1) - (2) | 513,494 | 827,729 | 61.20 | 953,729 | 15.22 | 486,063 | -49.04 | 455,907 | -6.20 | 521,702 | 14.43 | 957,344 | 83.50 |
| 4 | Intérêts de la dette |  | 53,581 | 48,028 | -10.36 | 49,530 | 3.13 | 51,722 | 4.43 | 48,733 | -5.78 | 37,236 | -23.59 | 37,517 | 0.75 |
| 5 | **Epargne brute** | (3) -(4) | 459,913 | 779,702 | 69.53 | 904,199 | 15.97 | 434,341 | -51.96 | 407,174 | -6.25 | 484,465 | 18.98 | 919,827 | 89.86 |
| 6 | Remboursement du capital |  | 451,999 | 453,197 | 0.26 | 478,054 | 5.48 | 531,648 | 11.21 | 759,630 | 42.88 | 487,363 | -35.84 | 428,820 | -12.01 |
| 7 | **Epargne disponible** | (5) - (6) | 7,914 | 326,505 |  | 426,145 |  | -97,307 |  | -352,456 |  | -2,898 |  | 491,007 |  |
| 8 | Recettes d’investissement  (hors emprunts) |  | 744,339 | 782,848 |  | 370,295 |  | 3,027,555 |  | 725,294 |  | 2,063,401 |  | 1,205,785 |  |
|  | dont           Affectation du résultat n-1    . | | 42,492 | 0 |  | 0 |  | 1,806,195 |  | 0 |  | 0 |  | 569,203 |  |
| 9 | Dépenses d’équipement brut |  | 502,179 | 925,377 |  | 1,856,030 |  | 1,423,290 |  | 1,742,853 |  | 1,006,654 |  | 466,285 |  |
| 11 | **Besoin de financement** | (9)-[(8)+(7)] | -250,074 | -183,976 |  | 1,059,590 |  | -1,506,958 |  | 1,370,015 |  | -1,053,850 |  | -1,230,507 |  |
| 12 | Emprunts |  | 250,000 | 0 |  | 1,490,000 |  | 666,000 |  | 500,000 |  | 0 |  | 800,000 |  |
| 13 | **Variation du Fonds de roulement** | (12) - (11) | 500,074 | 183,976 |  | 430,410 |  | 2,172,958 |  | -870,015 |  | 1,053,850 |  | 2,030,507 |  |
| 14 | Reprise des résultats de clôture |  | 615,471 | 1,453,974 |  | 1,895,132 |  | 503,751 |  | 2,374,095 |  | 97,149 |  | 403,146 |  |
| 15 | **Fonds de roulement** | (13) + (14) | 1,115,545 | 1,637,951 |  | 2,325,542 |  | 2,676,709 |  | 1,504,080 |  | 1,150,999 |  | 2,433,653 |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **E - COMPARATIF DES DONNEES FINANCIERES** | | | en € par habitant |
| Libellés | Comptes administratifs 2020\* | | C.A. 2021 |
| strate de 5 000 à 10 000 hbts | Marolles-en-Hurepoix     5353 hbts | Marolles-en-Hurepoix     5641 hbts |
| **OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT** | | | |
| Total des produits de fonctionnement (A) | 1 159 | 1 035 | 1 163 |
| dont |  |  |  |
| Impôts locaux | 507 | 521 | 509 |
| Autres impôts et taxes | 95 | 73 | 76 |
| DGF | 153 | 48 | 47 |
| Total des charges de fonctionnement (B) | 1 014 | 924 | 978 |
| dont |  |  |  |
| Charges de personnel | 537 | 523 | 578 |
| Achats et charges externes | 236 | 233 | 258 |
| Charges financières | 22 | 20 | 21 |
| Contingents | 28 | 0 | 0 |
| Subventions versées | 65 | 49 | 45 |
| Résultat comptable (R=A-B) | 145 | 111 | 185 |
| **ELEMENTS DE FISCALITE** | | | |
| Produits des impôts locaux |  |  |  |
| Taxe d'habitation | 215 | 226 | 0 |
| Foncier bâti | 277 | 276 | 482 |
| Foncier non bâti | 9 | 4 | 4 |
| **OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS** | | | |
| Total des ressources d'investissement (C) | 451 | 366 | 356 |
| dont |  |  |  |
| Emprunts bancaires et dettes assimilées | 54 | 0 | 142 |
| Subventions reçues | 72 | 56 | 6 |
| FCTVA | 44 | 51 | 43 |
| Total des emplois d'investissement (D) | 425 | 323 | 178 |
| dont |  |  |  |
| Dépenses d'équipement | 309 | 178 | 83 |
| Remboursement d'emprunts et dettes assimilés | 84 | 105 | 95 |
| Besoin ou Capacité de financement de la section d'investissement (E=D-C) | -26 | -43 | -177 |
| Résultat d'ensemble (R- E) | 172 | 154 | 362 |
| **AUTOFINANCEMENT** | | | |
| Excédent brut de fonctionnement | 220 | 198 | 136\* |
| Capacité d'autofinancement (CAF) | 201 | 184 | 116 |
| CAF nette du remboursement en capital des emprunts | 117 | 76 | 21 |
| \* En 2020, le 661122 a été ajouté au lieu d’être soustrait | | | |
| Encours de la dette au 31/12N | 802 | 1132 | 1 172 |
| Annuité de la dette | 104 | 124 | 115 |
| Capacité de désendettement (encours de la dette/épargne brute) |  |  | 5,71 |
| Source : Bercy Colloc : http://www.collectivites-locales.gouv.fr | |  |  |

**F – état annuel des indemnités des élus**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **NOM** | **Prénom** | **Qualité** | **Taux en %** | **Brut mensuel en euros** | **Net mensuel en euros** |
| JOUBERT | Georges | Maire | 52,5 | 2041,93 | 1627,60 |
| BOULENGER | Josiane | 1ère adjointe | 20,06 | 780,21 | 674,88 |
| LAFON | Patrick | 2ème adjoint | 20,06 | 780,21 | 674,88 |
| LETESSIER | Chantal | 3ème adjointe | 20,06 | 780,21 | 674,88 |
| PREUD'HOMME | Francis | 4ème adjoint | 20,06 | 780,21 | 674,88 |
| RIVA DUFAY | Nathalie | 5ème adjointe | 20,06 | 780,21 | 674,88 |
| MACHUT | Géry | 6ème adjoint | 20,06 | 780,21 | 674,88 |
| DESPAUX | Valérie | 7ème adjointe | 20,06 | 780,21 | 674,88 |
| PONCET | Yann | 8ème adjoint | 20,06 | 780,21 | 674,88 |
| ECK | Bernard | Conseiller Délégué | 6,00 | 233,36 | 201,86 |
| OLLIVIER | Jean-Claude | Conseiller Délégué | 6,00 | 233,36 | 201,86 |
| VOVARD | Jérôme | Conseiller Délégué | 6,00 | 233,36 | 201,86 |

**G – Calendrier budgétaire 2022**

Une image contenant texte

Description générée automatiquement

**H – Adresses utiles**

**Sites institutionnels :**

Assemblée Nationale : [http://www.assemblee-nationale.fr](http://www.assemblee-nationale.fr/)

Sénat : <http://www.senat.fr/>

Journal officiel : <http://www.journal-officiel.gouv.fr/>

Légifrance : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

Cour des comptes et chambres régionales des comptes : <http://www.ccomptes.fr/fr/>

INSEE : <http://www.insee.fr/fr/accueil>

Base nationale sur l’intercommunalité https://banatic.interieur.gouv.fr/V5/accueil/index.php

**Sites ministériels :**

Ministère de l’Economie et des Finances : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/actualites-accueil-hub/projet-de-loi-de-finances-pour-2022-examen-en-1ere-lecture

Le portail de l’Etat au service des collectivités : [http://www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr/)

**Associations d’élus :**

Association des Maires de France (AMF) : [http://www.amf.asso.fr](http://www.amf.asso.fr/)/

Association des Maires d’Ile-de-France (AMIF) : https://amif.asso.fr/

Association des Petites Villes de France (APVF) : [http://www.apvf.asso.fr](http://www.apvf.asso.fr/)/

Fédération des Maires des villes de France et agglomérations : http://www.villesdefrance.fr/

Assemblée des Communautés de France (ADCF) <http://www.adcf.org/>

France Urbaine Métropoles Agglos et Grandes Villes : <http://www.franceurbaine.org/>

Assemblée des Départements de France (ADF) : <http://www.departements.fr/>

Association des Régions de France (ARF) : [http://www.regions-france](http://www.regions-france/).org/

Union des Maires de l’Essonne (UME) : https://ume.asso.fr/

**Sites locaux :**

Commune <https://marolles-en-hurepoix.fr/>

Cœur d’Essonne Agglomération [www.coeuressonne.fr/](http://www.coeuressonne.fr/)

Conseil Départemental de l’Essonne [www.essonne.fr/](http://www.essonne.fr/)

Conseil Régional d’Ile de France <https://www.iledefrance.fr/>

M. Murail note la baisse des dépenses des services de 3% mais indique qu’il faut rester vigilant quant à la qualité des services.

Il est inquiet pour la hausse du prix des énergies.  Il faudra en tenir compte pour la commune mais aussi pour le CCAS, pour qu’il vienne en aide aux personnes qui en auraient besoin.

M. le Maire explique qu’avec la crise COVID, le CCAS n’a pas noté de recrudescence de soucis pour les familles marollaises.

Il précise que pour les prochaines opérations (extension du centre de loisirs et rénovation de la salle des fêtes), les montants des travaux inscrits au budget tiennent compte de la hausse prévisible des matières premières et les offres reçues rentre dans les enveloppes prévues.

Il rejoint la préoccupation de M. Murail aussi, ces hausses ont été intégrées dans le budget.

M. Preud’homme, concernant la hausse des couts de l’énergie, il ne faut pas parler de crise énergétique car la situation va durer. Et cette hausse se répercute non seulement sur le chauffage, le carburant mais sur de nombreux produits, sans parler de la crise en Ukraine. Il ajoute que le prix du bois ne va pas baisser non plus.

M. Lafon précise que, concernant les contrats de gaz, la commune bénéficie d’un tarif régulé à 4% et pour le contrat d’électricité, le contrat Total énergie comporte un prix bloqué à 4% cette année, par contre en fin d’année les tarifs vont sans doute augmenter.

M. le Maire ajoute que, cette année, les taux d’imposition ne seront pas augmentés ; il ne peut s’engager à ce qu’il en soit de même pour 2023.

**Délibération n°1**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, à l’unanimité de ses membres présents et représentés,

**DONNE ACTE** de la tenue du Débat d’Orientation Budgétaire et

**VOTE** le rapport sur la base duquel s’est tenu le débat.

**BUDGET PRINCIPAL – PLAN PLURIANNUEL DES INVESTISSEMENTS (PPI)**

M. le Maire précise qu’une gestion pluriannuelle de l’investissement constitue un outil de pilotage et de programmation des projets pour les collectivités locales.

Ce Plan Pluriannuel d’Investissement (PPI) est présenté avec de grandes thématiques ; une enveloppe globale est destinée à la conservation du patrimoine et au renouvellement de biens d'équipement.

Pour la période 2022 à 2024, l'ambition de la commune a été de recenser la totalité des projets ou dépenses d'investissement du budget principal et de les prioriser selon :

* les capacités financières de la commune,
* les enjeux auprès de la population marollaise,
* les divers stades d'avancement (projets nouveaux, projets à poursuivre, équipements à renouveler, …).

Un enjeu particulier concerne l'approche financière, caractérisée par la recherche de subventions.

Le recueil des projets et des besoins d'investissement s'est réalisé sur la base du programme municipal et d’un recensement le plus exhaustif possible. Le recensement s'est opéré à partir :

* de la volonté politique des élus, secteur par secteur,
* des propositions des services pour les investissements d'entretien courant, de renouvellement de biens d'équipements et de développement des activités,
* et des besoins de la population.

Le recensement a donné lieu à la construction d’un document de répartition des projets au cours de ce mandat, selon les thématiques suivantes :

* Patrimoine
* Scolaire et périscolaire
* Jeunesse, sport et loisirs
* Environnement, sécurité
* Aménagement urbain
* Santé, solidarité
* Communication et information,
* Culture
* Services généraux

A partir du recensement exhaustif des projets d'investissements, une attention particulière a été portée sur leur priorisation avec une optimisation des phasages de dépenses et recettes pour la période considérée.

Les projets ont ainsi été planifiés et hiérarchisés.

Cette programmation a vocation à évoluer en fonction de l’avancée des projets, des imprévus, des capacités financières de la commune et des opportunités de financements. Elle donne une vision à moyen terme des projets d’investissements importants qui vont être menés par la commune sur les années à venir.

Les objectifs liés à la capacité financière de la commune ont été affinés, notamment en relation avec les subventions d'investissement et la capacité d'autofinancement définie par la prospective financière et la nécessité de maîtriser l'endettement dans un contexte de forte contrainte budgétaire marquée par une baisse des dotations de l’Etat aux collectivités locales.

Compte tenu de ce contexte évolutif, ce PPI pourra être actualisé.

La liste des projets figure en annexe à la présente délibération.

M. le Maire précise que, pour l’année 2022, les dépenses sont réparties entre BP et BS.

Pour la restauration du pigeonnier, M. le Maire souligne le fait qu’il est souhaité que ces travaux se déroulent en même temps que ceux du centre de loisirs.

Concernant le corbillard, M. Delvalle demande s’il va être utilisé. Mme Riva-Dufay répond négativement, il s’agit d’un élément de patrimoine ; c’est l’un des derniers corbillards hippomobiles qui reste en France. Il est visible depuis que les portes du local ont été changées.

M. Murail demande si en 2023 et 2024 il ne faut pas rajouter des frais de maîtrise d’œuvre. Monsieur le Maire indique qu’il s’agit d’une enveloppe globale.

Pour l’assistance à maîtrise d’ouvrage du centre de loisirs, M. le Maire indique que l’enveloppe est globale. Il précise que les travaux devraient commencer en fin d’été ou début septembre avec une fin de travaux au printemps 2023.

Concernant le Conseil Municipal des Enfants, M. le Maire souligne que celui-ci fonctionne bien. Les enfants sont très assidus et bien encadrés.

M. le Maire annonce que les travaux des tribunes du stade ont commencé. Ils sont financés en partie par le contrat de territoire avec le département de l’Essonne. Une fois ce contrat terminé, la commune pourra s’engager dans un nouveau contrat.

M. le Maire indique qu’en matière d’assainissement, un certain nombre de bâtiments communaux étaient non conformes. Il a été surpris de l’apprendre. Ces bâtiments vont être mis aux normes. Ces travaux sont nécessaires, notamment pour éviter que des eaux pluviales se déversent dans le réseau d’assainissement et n’aillent se déverser dans la station d’épuration de St Vrain. La commune effectue la mise en séparatif de son réseau progressivement : autour du Domaine de Château, passage des Minés, route de Cheptainville, rue de l’Alun (pour les travaux de cette rue, la commune ne financera que l’enfouissement).

Mme Goldspiegel demande quels travaux seront engagés pour la mise aux normes PMR. Mme Boulenger indique qu’il s’agit de l’école élémentaire (création de WC PMR) ainsi que la pose de mains courantes sur certains bâtiments.

M. Delvalle demande confirmation que les constructions nouvelles sont bien en séparatif et s’étonne qu’ensuite elles se déversent dans un réseau unitaire. M. le Maire le confirme, les constructions nouvelles doivent être en séparatif en partie privée ; elle se rejettent ensuite dans le réseau public (qu’il soit en séparatif, ou en unitaire, ainsi quand le réseau est mis en séparatif, les habitations sont déjà aux normes).

M. Delvalle trouve dommage qu’il soit demandé en 1er aux administrés de se mettre aux normes avant que les communes ne le soient.

M. le Maire explique que dans les opérations d’ensemble, il est possible d’obtenir des subventions pour les riverains.

M. Murail demande pourquoi on ne met pas aussi des enveloppes de plantations tous les ans car, de toutes façons, il y aura des plantations tous les ans. Mme Boulenger est d’accord sur ce principe.

M. Murail demande si le prix du terrain « Ferreira » de la Pierre grise est désormais fixé. M. le Maire indique que le contentieux est toujours en cours et devrait passer en avril.

Mme Léonard demande en quoi consistent les travaux de la maison médicale. M. le Maire indique qu’il est prévu de poser une pompe à chaleur et de remplacer une fenêtre pour aérer une pièce qui avait été créée à la demande d’un médecin qui a abandonné le projet.

M. Murail demande où la statue Panhard et Levassor va être posée. M. le Maire indique qu’à chaque site retenu, il y avait des réseaux dessous, ce qui empêchait la pose.

M. Preud’homme n’indique pas le site pressenti pour le moment car il attend le résultat du sol.

M. Murail demande s’il est prévu de racheter une scène mobile car la scène actuelle est depuis plusieurs mois sur le stade.

M. le Maire indique que cet équipement n’est pas prévu ; la scène n’a pas été déplacée en raison des intempéries.

Mme Goldspiegel demande en quoi consiste les travaux de l’aile Ouest de la mairie. M. le Maire précise qu’il s’agit de la dernière partie de la mairie non refaite, qui comprendra notamment les locaux de la police municipale.

M. Delvalle demande s’il est possible d’envisager la pose de panneaux photovoltaïques lors des rénovations de bâtiments. M. le Maire indique que c’est une bonne remarque ; ceci est notamment pris en compte pour la réfection de la toiture de la mairie.

M. Murail regrette qu’il n’y ait pas eu de débat ces derniers mois pour préparer ce PPI.

Avec les élus de sa liste, ils s’abstiendront.

Il regrette qu’il ne soit rien inscrit sur les liaisons douces et que le reste de la rue des Jardins ne soit pas refaite en complément des travaux qui ont déjà été faits.

Il demande si le fonds friche a été sollicité pour le terrain Ferreira.

Il souligne le fait que le PPI n’est pas complet car il ne fait pas apparaître les subventions et les sources de financement envisageable.

Il souhaite que soient envisagés de l’éclairage public photovoltaïque.

M. le Maire précise qu’il ne s’agit pas d’accumuler les projets qui ne peuvent pas forcément être réalisés.

Pour le terrain Ferreira, M. le Maire rappelle que la commune achèterait le terrain pour le revendre immédiatement à l’EPFIF ; il a lui-même transmis à Cœur d’Essonne les éléments du fonds friche.

M. Delvalle explique que le PPI est un document qui doit être revu tous les ans ; il pourra donc donner lieu à des débats et des échanges.

Mme Goldspiegel aurait souhaité un PPI à plus long terme. M. le Maire préfère propose un PPi sur des échéances plus courtes et de le revoir régulièrement.

M. Murail demande à nouveau qu’un débat soit fait sur le PPI. M. le Maire indique que les élus ont débattu et que 5 commissions Finances ont été organisée en un an. M. Murail a été absent à 4 commissions Finances sur 5. M. Murail indique qu’il est absent pour raisons professionnelles.

M. Preud’homme indique que ce PPI est une base de travail avec une échéance réaliste. Pour le décret tertiaire, la commune va devoir faire des travaux et ce PPI peut s’associer à une vision à plus long terme. Il regrette que des élus attendent la séance du Conseil municipal pour faire des propositions ou des remarques ; il est plus judicieux de les faire avant en commission ou en dehors de celles-ci.

Votes :

Pour : 24

Abstentions : 5 (MM. Chauvancy, Murail, Mmes Léonard, Goldspiegel et Tussiot)

**Délibération n°2**

**VU** l’avis favorable du bureau municipal en date du 8 mars 2022,

**VU** l’avis favorable de la commission « Finances - Prévention - Sécurité des biens et des personnes »  en date du 8 mars 2022,

**CONSIDERANT** que le Plan pluriannuel d'investissement 2022 – 2024 est arrêté au montant global de 6 951 298,96 € réparti par thématique de la façon suivante :

* Patrimoine 3 020 833,76 €
* Scolaire et périscolaire 1 365 145,56 €
* Jeunesse, sport et loisirs 588 051,20 €
* Environnement, sécurité 441 738,05 €
* Aménagement urbain 1 040 281,70 €
* Santé, solidarité 42 456,02 €
* Communication et information 87 296,40 €
* Culture  65 774,18 €
* Services généraux 299 722,09 €

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré,

**APPROUVE** le Plan pluriannuel d'investissement 2022 – 2024 figurant en annexe de la présente délibération,

**INDIQUE** que les crédits budgétaires correspondants seront inscrits au budget principal et pourront être ajustés en fonction des actualisations de la programmation,

**AVIS RELATIF AU PROJET DE PACTE DE GOUVERNANCE ENTRE CŒUR D’ESSONNE AGGLOMERATION ET SES COMMUNES MEMBRES**

M. le Maire explique que la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019, dite « engagement et proximité », a introduit un nouvel article L.5211-11-2 au CGCT qui dispose qu’après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le Président de l’EPCI à fiscalité propre inscrit à l’ordre du jour de l’organe délibérant un débat et une délibération sur l’opportunité de l’élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'EPCI.

Ainsi, lors de sa séance du 16 décembre 2021, le Conseil communautaire s’est prononcé à l’unanimité sur le projet de pacte de gouvernance entre Cœur d’Essonne agglomération et ses communes membres après avoir d’ores et déjà recueilli l’assentiment des maires de l’agglomération en bureau communautaire.

Conformément au Code Général des Collectivités, celui-ci a été soumis à l’avis des communes de l’agglomération.

En complémentarité avec le pacte financier et fiscal, dans l’optique de permettre la bonne mise en œuvre du projet de territoire, le pacte de gouvernance de Cœur d’Essonne Agglomération constitue un acte fort, marquant de façon solennelle un accord sur les grands principes de fonctionnement de notre intercommunalité ainsi qu’une vision partagée, un engagement commun, quant aux objectifs à atteindre pour l’avenir du territoire et ses habitants au cours du mandat 2020 – 2026.

**Délibération n°3**

**VU** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 5211-11-2,

**VU** la délibération communautaire n°20.069 du 17 septembre 2020 approuvant l’élaboration d’un pacte de gouvernance entre Cœur d’Essonne Agglomération et ses communes membres,

**VU** la délibération communautaire n°21.174 du 16 décembre 2021 adoptant à l’unanimité le projet de pacte de gouvernance entre Cœur d’Essonne Agglomération et ses communes membres,

**CONSIDERANT** que le projet de pacte de gouvernance constitue un acte fort, marquant de façon solennelle un accord sur les grands principes de fonctionnement de notre intercommunalité ainsi qu’une vision partagée, un engagement commun, quant aux objectifs à atteindre pour l’avenir du territoire et ses habitants au cours du mandat 2020 – 2026,

**CONSIDERANT** que l’avis des conseils municipaux est requis dans un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte de gouvernance par le conseil communautaire aux communes membres,

**VU** le projet de pacte de gouvernance entre Cœur d’Essonne Agglomération et ses communes membres,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré,

**APPROUVE** le projet de pacte de gouvernance entre Cœur d’Essonne Agglomération et ses communes membres, ci-joint.

*Le pacte de gouvernance vous est transmis par voie électronique*

**PROJET D’EXTINCTION/REDUCTION NOCTURNE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE**

M. Eck indique que la commune de Marolles-en-Hurepoix s'engage dans une lutte nécessaire contre la pollution lumineuse, les émissions de gaz à effet de serre et des actions en faveur des économies d'énergie notamment par la diminution du temps de mise en service de l'éclairage public.

Après échange en groupe de travail (2 réunions ont eu lieu) et en commission, les extinctions/réductions d’éclairage suivantes seraient appliquées :

* **du 1er mai jusqu’au 20 août, extinction de tous les lampadaires à partir de 1h du matin sans rallumage,**
* **du 21 août jusqu’au 30 avril de l'année suivante, extinction 26 minutes avant le lever du soleil tous les jours**
* **allumage\* 26 minutes après le coucher du soleil tous les jours.**

Pour ce faire, CDEA (compétente en termes d’éclairage public) s'est engagée à réaliser la fourniture et la pose de 30 horloges astronomiques nécessaires pour réaliser ces actions.

\* L’allumage pourra commencer non pas avec un éclairage à 100% mais à 50% selon une décision prise lors de la commission du 7 mars 2022.

Pour information, Breuillet démarre son éclairage directement à 50% (et non à 100%).

M. Murail indique que les élus de sa liste et lui-même sont tout à fait d’accord.

**Délibération n°4**

**CONSIDERANT** que la commune de Marolles-en-Hurepoix est engagée dans des actions en faveur de l’écologie, de l’économie et de la maîtrise de l’énergie dans le domaine de l’éclairage public, en lien avec Cœur d’Essonne Agglomération,

**CONSIDERANT** qu’afin de minimiser l’impact de l’éclairage public sur l’environnement et la biodiversité, la commission « *Qualité de la vie - Vie associative - Accessibilité des personnes à mobilité réduite* » propose les modalités suivantes, pour l’éclairage public sur la commune :

* du 1er mai jusqu’au 20 août, extinction de tous les lampadaires à partir de 1h du matin sans rallumage,
* du 21 août jusqu’au 30 avril de l'année suivante, extinction 26 minutes avant le lever du soleil tous les jours
* allumage 26 minutes après le coucher du soleil tous les jours selon l’intensité définie en commission.

**VU** l’avis favorable de la commission « *Qualité de la Vie – Vie associative Mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite* » en date du 7 mars 2022,

**VU** l’avis favorable du bureau municipal en date du 8 mars 2022,

Il est proposé une extinction/réduction nocturne de l'éclairage public sur le territoire de la commune selon les modalités indiquées ci-dessus,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré**, à l’unanimité de ses membres présents et représentés,

**APPROUVE** le principe d’extinction/réduction nocturne de l'éclairage public sur le territoire de la commune,

**DIT** que les modalités de l’extinction de l’éclairage public seront définies par arrêté municipal.

**CONSTITUTION D’UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L’ACCORD-CADRE RELATIF A L’ACHAT DE CARBURANT ET DE PRESTATIONS ASSOCIEES PAR CARTES ACCREDITIVES EN STATION-SERVICE**

M. le Maire présente ce point et précise que la commune s’inscrit dans cette démarche de groupement de commande mais n’est pas obligée de contractualiser si la proposition n’est pas intéressante.

**Délibération n°5**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le code de la commande publique et ses articles L.2113-6 à L.2113-8 relatif au groupement de commandes,

**VU** le projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l’accord-cadre relatif à l’achat de carburant et de prestations associées par cartes accréditives en station-service,

**VU** l’avis favorable du bureau municipal en date du 8 mars 2022,

**CONSIDERANT** la proposition de Cœur d’Essonne Agglomération de coordonner, à titre grâcieux, un groupement de commandes afin de répondre aux besoins communs en matière de carburant et de prestations associées par cartes accréditives en station-service,

**CONSIDERANT** l’intérêt de rejoindre ce groupement de commandes en termes de simplification administrative et de potentielle économie financière,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, à l’unanimité de ses membres présents et représentés,

**DECIDE** d’adhérer au groupement de commandes, proposé par Cœur d’Essonne Agglomération, pour l’achat de carburant et de prestations associées par cartes accréditives en station-service ;

**APPROUVE** les termes de la convention de groupement de commandes désignant Cœur d’Essonne Agglomération coordonnateur du groupement et l’habilitant à lancer, attribuer, signer et notifier les marchés publics selon les modalités fixées dans cette convention ;

**AUTORISE** le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier et à engager toutes les démarches relatives à ce dossier ;

**DECIDE** que les dépenses inhérentes à l’exécution du marché pour l’achat de carburant et de prestations associées par cartes accréditives en station-service seront imputées sur le budget de l’exercice correspondant.

**CONSTITUTION D’UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L’ACCORD-CADRE RELATIF A L’ACHAT DE PAPIER, FOURNITURES DE BUREAU, FOURNITURES SCOLAIRES ET LOISIRS CREATIFS**

**Délibération n°6**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le code de la commande publique et ses articles L.2113-6 à L.2113-8 relatif au groupement de commandes,

**VU** le projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l’accord-cadre relatif à l’achat de papier, fournitures de bureau, fournitures scolaires et loisirs créatifs,

**VU** l’avis favorable du bureau municipal en date du 8 mars 2022,

**CONSIDERANT** la proposition de Cœur d’Essonne Agglomération de coordonner, à titre grâcieux, un groupement de commandes afin de répondre aux besoins communs en matière de papier, fournitures de bureau, fournitures scolaires et loisirs créatifs,

**CONSIDERANT** l’intérêt de rejoindre ce groupement de commandes en termes de simplification administrative et de potentielle économie financière,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, à l’unanimité de ses membres présents et représentés,

**DECIDE** d’adhérer au groupement de commandes, proposé par Cœur d’Essonne Agglomération, pour l’achat de papier, fournitures de bureau, fournitures scolaires et loisirs créatifs ;

**APPROUVE** les termes de la convention de groupement de commandes désignant Cœur d’Essonne Agglomération coordonnateur du groupement et l’habilitant à lancer, attribuer, signer et notifier les marchés publics selon les modalités fixées dans cette convention ;

**AUTORISE** le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier et à engager toutes les démarches relatives à ce dossier ;

**DECIDE** que les dépenses inhérentes à l’exécution du marché pour l’achat de papier, fournitures de bureau, fournitures scolaires et loisirs créatifs seront imputées sur le budget de l’exercice correspondant.

**PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**Délibération n°7**

Afin de prendre en compte les arrivées et départs (retraite, mutations…), ainsi que de procéder à de nouveau recrutement, il convient de modifier le tableau des effectifs.

**VU** le code général de la Fonction publique,

**VU** le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d’emplois des rédacteurs territoriaux,

**VU** l’avis favorable du comité technique en date du 14 février 2022,

**VU** l’avis favorable du bureau municipal en date du 8 mars 2022,

**CONSIDERANT** la nécessité d’actualiser le tableau des effectifs et de procéder notamment aux recrutements répondant aux besoins de la collectivité

**LE CONSEIL MUNICIPAL**,après en avoir délibéré, à l’unanimité de ses membres présents et représentés,

**DECIDE** la suppression des emplois suivants :

* 1 poste de rédacteur à temps complet

**DECIDE** la création des emplois suivants :

* 1 poste de rédacteur principal de 2ème classe à temps complet

**DIT** que les crédits liés à la suppression/création sont prévus au budget 2022,

**ARRETE** le tableau des effectifs ainsi qu’il suit :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **GRADES OU EMPLOIS** | **CATE GORIES** | **EMPLOIS BUDGETAIRES AU 1ER décembre 2021** | | | **EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT AU 1ER janvier 2022** | | | **EMPLOIS BUDGETAIRES AU 1er avril 2022** | | |
| **EMPLOIS PERMA NENTS TEMPS COMPLET** | **EMPLOIS PERMA NENTS TEMPS NON COMPLET** | **TOTAL** | **AGENTS TITU LAIRES** | **AGENTS NON TITU LAIRES** | **TOTAL** | **EMPLOIS PERMA NENTS TEMPS COMPLET** | **EMPLOIS PERMA NENTS TEMPS NON COMPLET** | **TOTAL** |
| **EMPLOI FONCTIONNEL (a)** |  | **1** | **0** | **1** | **1,00** | **0,00** | **1,00** | **1,00** | **0,00** | **1,00** |
| Directeur général des services | A | 1 | 0 | 1 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE (b)** |  | **25** | **4** | **29** | **18,80** | **2,00** | **19,80** | **25** | **4,00** | **29** |
| Attaché principal | A | 2 | 0 | 2 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| Attaché | A | 3 | 0 | 3 | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| Rédacteur principal de 1ère classe | B | 3 | 0 | 3 | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| Rédacteur principal de 2ème classe | B | 1 | 0 | 1 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| Rédacteur | B | 4 | 0 | 4 | 2,00 | 1,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| Adjoint administratif principal de 1ère classe | C | 4 | 1 | 5 | 3,90 | 0,00 | 3,90 | 4 | 1 | 5 |
| Adjoint administratif principal de 2ème classe | C | 4 | 1 | 5 | 4 | 0,00 | 4,00 | 4 | 1 | 5 |
| Adjoint administratif | C | 4 | 2 | 6 | 3,90 | 0,00 | 3,90 | 4 | 2 | 6 |
| **FILIERE TECHNIQUE (c)** |  | **30** | **2** | **32** | **26,60** | **0 ,00** | **26,60** | **30** | **2** | **32** |
| Ingénieur principal | A | 1 | 0 | 1 | 1.00 | 0.00 | 1.00 | 1 | 0 | 1 |
| Technicien | B | 1 | 0 | 1 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 | 0 | 1 |
| Agent de maîtrise | C | 1 | 0 | 1 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 | 0 | 1 |
| Adjoint technique principal de 1ère classe | C | 3 | 0 | 3 | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3 | 0 | 3 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | C | 10 | 0 | 10 | 7,80 | 0,00 | 7,80 | 10 | 0 | 10 |
| Adjoint technique | C | 14 | 2 | 16 | 13,80 | 0,00 | 13,80 | 14 | 2 | 16 |
| **FILIERE SOCIALE (d)** |  | **6** | **1** | **7** | **4,29** | **0,00** | **5,39** | **6** | **1** | **7** |
| Agent social | C | 0 | 1 | 1 | 0.69 | 0,00 | 0.69 | 0 | 1 | 1 |
| Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1ère cl. | C | 4 | 0 | 4 | 1,80 | 0,00 | 1,80 | 4 | 0 | 4 |
| Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème cl. | C | 2 | 0 | 2 | 1,80 | 0,00 | 1,80 | 2 | 0 | 2 |
| **FILIERE CULTURELLE (h)** |  | **1** | **0** | **1** | **1,00** | **0,00** | **1,00** | **1** | **0** | **1** |
| Assistant de conservation principal de 2ème classe |  | 1 | 0 | 1 | 1,00 | 0 | 1,00 | 1 | 0 | 1 |
| **FILIERE ANIMATION (i)** |  | **20** | **7** | **27** | **15,60** | **4,80** | **20,40** | **20** | **7** | **27** |
| Animateur principal de 1ère classe | B | 1 | 0 | 1 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1 | 0 | 1 |
| Animateur principal de 2ème classe | B | 1 | 0 | 1 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 | 0 | 1 |
| Animateur | B | 2 | 0 | 2 | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2 | 0 | 2 |
| Adjoint d'animation principal de 1ère classe | C | 2 | 0 | 2 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 | 0 | 2 |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | C | 4 | 0 | 4 | 3,80 | 0,00 | 3,80 | 4 | 0 | 4 |
| Adjoint d'animation | C | 10 | 7 | 17 | 8,80 | 4,80 | 13,60 | 10 | 7 | 17 |
| **FILIERE POLICE (j)** |  | **4** | **0** | **4** | **2** | **1** | **3** | **4** | **0** | **4** |
| Brigadier-chef principal | C | 2 | 0 | 2 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 2 | 0 | 2 |
| Brigadier | C | 2 | 0 | 2 | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2 | 0 | 2 |
| **TOTAL GENERAL (b+c+d+h+i+j)** |  | **86** | **14** | **100** | **69,29** | **6,80** | **76.09** | **86** | **14** | **100** |

**DEPARTEMENT DE L’ESSONNE – AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE A L’ESPACE NUMERIQUE DE TRAVAIL DANS LES ECOLES**

Mme Letessier explique que le Conseil départemental de l'Essonne a proposé aux communes du territoire de créer un Espace Numérique de Travail (ENT) afin d’assurer une continuité entre l’école, le collège et le lycée.

Pour cela, le Conseil départemental de l’Essonne a lancé un marché commun avec les communes essonniennes. Le marché est exécutoire depuis le 1er février 2022. Le prestataire retenu est le groupement conjoint Open Digital Education/CGI France, qui prend progressivement contact avec les communes en vue du déploiement de l’ENT.

Le marché prévoit :

* L’exploitation, la maintenance, l’hébergement de la solution ENT existante et sa mise à disposition aux écoles essonniennes ;
* L**’**évolutionprogressive de nouveaux services ou fonctionnalités au fil du temps ;
* L’accompagnement et la formationdes personnels ressources, l’accompagnement des écoles et la communication autour du projet.

Pour être partie de cette démarche, il a ainsi été proposé aux communes d’adhérer à une convention de groupement de commandes afin de préfigurer le lancement dudit marché et leur permettre à terme de bénéficier d’un ENT commun, le Département de l’Essonne étant alors le coordinateur du groupement.

Au regard de ces éléments, la commune de Marolles-en-Hurepoix, par délibération du Conseil Municipal n°10 du 18 juin 2021, a fait le souhait d’adhérer au groupement de commande ENT, a accepté les termes de la convention constitutive du groupement de commandes et a autorisé M. le maire à signer ladite convention.

Au total, ce sont 26 communes qui ont rejoint le groupement de commandes et constitueront la tranche ferme, une fois le marché notifié. De nouvelles communes ont fait savoir leur volonté de rejoindre le groupement de commandes.

La convention prévoit, en son article 10, que «*toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l’objet d’un avenant à la présente convention et d’une approbation préalable des assemblée délibérantes* ».

Il est donc proposé, par la présente délibération, d’approuver l’adhésion de deux nouvelles communes au groupement de commandes : Breuillet et Val-Saint-Germain.

Par ailleurs, pour faciliter l’adhésion de nouvelles communes et ne pas solliciter de façon trop fréquente les assemblées délibératives des membres du groupement dans le futur, il est proposé la rédaction d’un avenant à la convention afin de modifier l’article 10 relatif aux conditions adhésion comme suit : toute nouvelle adhésion devra faire l’objet d’une approbation de l’assemblée délibérante du Département de l’Essonne, en sa qualité de coordinateur. Ce dernier en informera les membres adhérents par notification par voie postale.

**Délibération n°8**

**CONSIDERANT** que le Département de l’Essonne a souhaité mettre en place un environnement numérique commun sur le territoire de l’Essonne afin d’assurer la cohérence et la continuité pédagogique entre le 1er et le 2nd degré,

**CONSIDERANT** que la commune de Marolles-en-Hurepoix, par délibération du Conseil Municipal n°10 du 18 juin 2021, a fait le souhait d’adhérer au groupement de commande ENT, a accepté les termes de la convention constitutive du groupement de commandes et a autorisé M. le maire à signer ladite convention,

**CONSIDERANT** qu’au total, ce sont 26 communes qui ont rejoint le groupement de commandes et constituent la tranche ferme, une fois le marché notifié, mais que de nouvelles communes ont fait savoir leur volonté de rejoindre le groupement de commandes,

**CONSIDERANT** que la convention prévoit, en son article 10, que « *toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l’objet d’un avenant à la présente convention et d’une approbation préalable des assemblée délibérantes* »,

**CONSIDERANT** le souhait, une fois le marché notifié, des communes de Breuillet et du Val-Saint-Germain de rejoindre le groupement de commandes ENT,

**CONSIDERANT** la nécessité de revoir les conditions d’adhésion au groupement de commandes afin de fluidifier le processus et de ne pas solliciter de façon trop fréquente les assemblées délibérantes des membres du groupement,

**CONSIDERANT** qu’ainsi le Département de l’Essonne, en tant que coordinateur du groupement, notifiera les communs membres lors de nouvelles adhésions,

**VU** l’avis favorabledu bureau municipal en date du 8 mars 2022,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,** à l’unanimité de ses membres présents et représentés, **décide** :

* D’**approuver** l’adhésion des communes de Breuillet et du Val-saint-Germain au groupement de commandes ENT,
* D’**approuver** l’avenant à la convention constitutive permettant l’adhésion de ces deux nouvelles communes et la modification de l’article 10 relatif aux conditions d’adhésion,
* D’**autoriser**, Monsieur le Maire, à effectuer les démarches et signatures nécessaires.

**COMPTE RENDU DES ACTES EFFECTUES PAR LE MAIRE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL, CONFORMEMENT A L’ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Monsieur le Maire précise que par une délibération n° 4 en date du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a délégué au Maire l’exercice de certaines missions jusqu’à la fin de son mandat, en application de l’article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les délibérations du Conseil Municipal (transmission au contrôle de légalité en Sous-Préfecture…). Il doit en être rendu compte lors de la réunion du conseil suivante. En application de cette délégation, les décisions suivantes ont été prises :

|  |  |
| --- | --- |
| **Libellé** | **Date signature** |
| * **Décision portant signature d’un contrat entre l’ensemble Sequentiae et la mairie de Marolles-en-Hx** pour une représentation lors du concert de Noël le 12 décembre au prix de 1850,00 €. | 25/10/2021 |
| * **Décision portant autorisation de déposer un permis de construire pour l’agrandissement du centre de loisirs** | 03/11/2021 |
| * **Décision portant signature d’une convention avec la commune de Breuillet relative aux frais d’écolage pour l’accueil de Marollais** pour la prise en charge des frais d’écolage des enfants marollais accueillis sur Breuillet. | 12/11/2021 |
| * **Décision portant signature d’un avenant n°1 portant prolongation de la convention n° 2019-561 relative au remboursement des honoraires des médecins de la commission de réforme et du comité médical interdépartemental et des expertises médicales**. Cet avenant sera valable au plus tard jusqu’au 31 décembre 2022. | 16/11/2021 |
| * **Décision portant signature d’une convention de partenariat avec Botanic dans le cadre du concours d’illuminations de Noël** en échange d’un encart publicitaire de 172,00€ Botanic remet 2 bons d’achat de 50,00 € et 2 bons d’achat de 36,00 €. | 23/11/2021 |
| * **Décision portant fixation des tarifs des encarts publicitaires figurant dans le bulletin municipal** : 1/8ème de page : 173,50 € par parution ou 466,50€ par an. | 07/12/2021 |
| * **Décision autorisant la signature d’un contrat de réservation pour un séjour à Torchamp du 18 au 22 juillet 2022** pour 12 enfants/jeunes et 4 adultes ; le coût du séjour est de 3.047,00€ | 08/12/2021 |
| * **Décision portant fixation des tarifs du spectacle « Sous le poids des plumes » du 21 janvier 2022 dans le cadre des Hivernales**: 7 € pour les adultes et 5 € pour les enfants de moins de 12 ans. | 07/09/2021 |
| * **Décision portant autorisation de signer la convention entre le représentant de l’Etat et la commune pour la transmission électronique des actes au représentant de l’Etat**, pour les actes soumis au contrôle de légalité. | 13/12/2021 |
| * **Décision portant d’un contrat de maintenance pour l’horloge et la cloche de l’église et l’horloge de la mairie** avec la société Bodet. Le coût forfaitaire de la maintenance annuelle est de 470,00 € HT ( 564,00 € TTC). | 17/12/2021 |
| * **Décision portant signature d’un marché de maintenance et de vérification des deux portes automatiques de la mairie** avec Lacroix Portes automatiques SAS pour un montant annuel de 1.113,41 € HT (1.336,09 € TTC). Le contrat est conclu pour une durée d’un an reconductible de façon tacite à compter du 01/01/ 2022. | 20/12/2021 |
| * + **Décision portant signature d’un contrat d’entretien des ascenseurs de la mairie, de la médiathèque et du centre de loisirs avec l’entreprise Euro-Ascenseurs** pour un coût annuel de 3.826,00 € HT (4.457,37 €). La durée du contrat est fixée à un an renouvelable 3 fois par reconduction expresse. | 21/12/2021 |
| * **Décision portant signature d’un contrat d’entretien d’installation de climatisations de la mairie avec la société Séry** pour un coût annuel de 2.192,31 € HT (2.577,18 € TTC). Le contrat est conclu pour une durée d’un an et pourra être renouvelé chaque année sans excéder 4 années au total. | 28/12/2021 |
| * + **Décision portant signature d’une convention pour l’organisation de rencontre-ateliers philosophiques avec l’APPhi** pour la mise en place de 6 ateliers à la médiathèque. Le coût de chaque prestation est de 150,00 € HT, soit 900,00 € HT au total. | 05/01/2022 |
| * **Décision portant signature d’un contrat de coréalisation dans le cadre des Hivernales 2022 avec la compagnie « Atelier de l’Orage »** pour un montant de 4.477,84 € TTC pour une représentation du spectacle « Sous le poids des plumes » de la compagnie « Pyramid » le 21 janvier 2022. | 06/01/2022 |
| * + **Décision autorisant la signature d’un marché public relatif à la restructuration de la toiture des tribunes et foyer du stade avec l’entreprise ETB** pour un montant de 89.871,54 € HT (107.845,85 € TTC). | 13/01/2022 |
| * **Décision actualisant pour 2022 les tarifs municipaux du service Enfance-Jeunesse pour le séjour au ski 2022.** Reconduction du tarif 2021 (séjour 2021 annulé) sans augmentation mais en adaptant le prix total à la durée du séjour (1 jour de plus). | 14/01/2022 |
| * + **Décision portant signature d’un contrat de gestion des populations félines sans propriétaire avec l’association « Les amis d’Ilou »-LADI** moyennant une adhésion annuelle de 50,00€ et un montant de 80,00 € par chat capturé, identifié et stérilisé, jusqu’au 31 décembre 2022. | 17/01/2022 |
| * **Décision portant signature d’un contrat de cession dans le cadre du spectacle « Kalach story » avec la compagnie** **« Baroda »** le 6 février, pour un montant de 2.500,25 € TTC. | 18/01/2022 |
| * + **Décision portant signature d’un contrat de vente pour une représentation du spectacle « Poeme in blue, mots dits jazz »** qui aura lieu le 24 septembre 2022 à la médiathèque pour un coût de 600,00 € TTC. | 19/01/2022 |
| * + **Décision portant signature d’un contrat de location d’un local médical ou paramédical à la maison médicale avec Mme Talleux, sophrologue,** pour un loyer mensuel de 170,63 € (révisable annuellement sur la base de l’indice trimestriel des loyers commerciaux) hors charges locatives. | 22/01/2022 |
| * **Décision portant signature d’un contrat de maintenance des appareils de désenfumage avec l’entreprise Elitincendie** pour un coût de 1.800,00 € HT ( 2.160,00 € TTC). | 27/01/2022 |
| * + **Décision autorisant la signature d’un marché public relatif à la rénovation de la toiture de la grange avec l’entreprise Grenet**. Le montant forfaitaire des travaux s’élève à 327.334,00 € HT soit 392.800,80 € TTC. | 28/01/2022 |
| * + **Décision portant signature d’un contrat d’assistance et de maintenance des défibrillateurs avec la société Cardiop** pour un montant forfaitaire annuel de 1.430,00 € HT (1.716,00 € TTC)). Le contrat pour être renouvelé 3 fois sans excéder 4 années au total. | 04/02/2022 |
| * **Décision actualisant pour 2022 les tarifs municipaux du service Enfance-Jeunesse pour les séjours 2022 (**hors séjour au ski). Application d’une augmentation de 2,8%, conformément à l’évolution de l’IPC sur un an). | 10/02/2022 |
| * + **Décision autorisant la signature d’un contrat de maintenance d’archivage de suivi, d’hébergement et dévolution du logiciel avec l’entreprise Arkéaweb.**   Le montant forfaitaire annuel des prestations s’élève à :   * 400 € HT soit 480 € TTC pour le coût de la vacation journalière pour l’archivage * 300 € HT soit 360 € TTC pour la fourniture sur la mission annuelle * 600 € HT soit 720 € TTC pour la maintenance du logiciel * 150 € HT soit 180 € TTC pour l’é=hébergement des données**.** | 17/02/2022 |
| * + **Décision portant signature d’un contrat d’intervention pour l’organisation d’un escape game avec Gametime Connection** pour une séance au prix de 351 € HT (pas de TVA). | 23/02/2022 |
| * **Décision portant délégation du droit de préemption urbain à l’EPFIF** (Etablissement Foncier d’Ile-de-France) **dans le cadre d’un projet de cession des parcelles AA 341, AA 349, AA 350 et AA 351** (périmètre de secteur gare, conformément à la convention d’intervention foncière signée le 26 juin 2019). | 25/02/2022 |

**Questions diverses**

M. le Maire évoque la situation ukrainienne, les appels aux dons financiers pour des organismes tels que la Protection civile, la Croix rouge… pour le moment, les apports en vêtements sont suffisants. Des cartons de vêtements ont été préparés par Vesti’Aid et déposés par le personnel communal sur le site de la base 217 (centralisation des dons par CDEA, en lien avec la Protection civile).

Il précise qu’un appel aux dons a été fait pour équiper les logements mis à disposition sur Marolles pour accueillir des ukrainiens. Deux logements ont été mis à disposition par la commune et, pour le moment, par un particulier.

Une première famille a été accueillie aujourd’hui dans un logement communal parfaitement équipé et M. le Maire remercie de leur générosité des élus, du personnel, des administrés, des associations partenaires (Vesti’Aid, Jumelage et Restos du Cœur).

M. le Maire remercie également le personnel communal et les bénévoles qui se sont investis.

M. Lafon remercie les services et les associations qui se sont investies et ont été extraordinaires.

Le 11 mars, il aidera à l’accueil d’une 2ème famille, dans un logement privé.

Le 2ème logement communal devrait être prêt en début de semaine prochaine.

Ce jour, M. Lafon et Mme Despaux sont allés au collège pour organiser, avec le Principal, l’accueil des adolescents qui arrivent. Ils ont évoqué également les modalités d’appel à la générosité auprès des parents du collège (pour les denrées alimentaires) car pour le moment, l’Etat ne prend pas encore en charge les modalités d’accueil de ces familles, d’un point de vue alimentaire, donc il faut subvenir à leurs besoins.

Marolles est la 2ème commune qui accueille des réfugiés ukrainiens.

M. Lafon remercie tous les intervenants qui se sont investis pour cette opération.

M. le Maire a rencontré le directeur de l’école élémentaire ce 10 mars et a évoqué avec lui l’accueil de ces familles dont les enfants, s’il y en a, doivent être scolarisés.

M. le Maire renouvelle ses remerciements pour ce bel élan de solidarité. Il regrette que, sur la page Facebook de la mairie, certaines personnes aient tenu des propos affligeants.

M. Lafon indique que c’est manquer de respect à ces familles, à tous les bénévoles qui se sont impliqués pour les accueillir, aux particuliers qui ont donné leurs meubles.

M. Delvalle est très content de la réactivité de la mairie pour la publication du message de soutien envers l’Ukraine sur les panneaux lumineux et pour la pose du drapeau ukrainien sur le fronton de la mairie à côté du drapeau français. Il est solidaire du peuple ukrainien.

M. Delvalle renouvelle sa demande d’aménagement de l’avenue Agoutin avec des plantes mellifères, de petits animaux (moutons…). M. le Maire indique que pour cet aménagement il faudra prendre un bureau d’études et organiser un groupe de travail auquel M. Delvalle pourra participer.

M. le Maire adresse ses remerciements pour :

* le Concours des illuminations de Noël organisé en décembre par la commission Jeunesse – Conseil Municipal des enfants – Loisirs,
* le Téléthon, qui s’est déroulé les 3 et 4 décembre par la commission Jeunesse – Conseil Municipal des enfants – Loisirs,
* le Salon de Noël des 11 et 12 décembre (Commission Jeunesse – Conseil Municipal des enfants – Loisirs et Comité des Fêtes),
* le concert de Noël organisé le 12 décembre par la commission Vie culturelle à l’église.
* le Noël des enfants marollais qui malheureusement était prévu le 18 décembre mais a été finalement annulé pour cause de COVID,
* le repas des aînés, annulé alors qu’il était prévu le 15 janvier,
* le spectacle des Hivernales du 21 janvier à 20h30 (Commission Vie culturelle),
* le spectacle Kalach story présenté le 6 février (Commission Vie culturelle),
* la cérémonie des vœux du Maire, prévue le 28 janvier mais annulée,
* le très beau spectacle « *Jean-Pierre, lui et moi* » qui s’est joué le 13 février (Commission Vie culturelle)

M. le Maire annonce :

* l’exposition « *8 femmes, 8 Marollaises, 1000 vies* » organisée du 8 au 25 mars (Commission Vie Culturelle pour l’Egalité Femmes-Hommes),
* le Printemps des poètes, prévu du 12 au 28 mars sur les bancs de la ville (Commission Vie culturelle), avec la participation de la Cie des Hermines le 26 mars,
* le carnaval organisé le 20 mars (Comité des Fêtes).

Les élus n’ayant pas d’autre question, la séance est levée.

- - - - - - - - - - - - - - - - - - -